

CHARLES BETTELHEIM

QUESTIONS SUR LA CHINE

D' APRES LA MORT DE MAO ZEDONG

[Présentation – Parti Communiste Marxiste-Léniniste-Maoïste de France -

Charles Bettelheim est un économiste ayant adhéré au marxisme et contribué par de nombreuses analyses et de nombreux comptes-rendus à informer des expériences de construction du socialisme, notamment en Chine.

Le document ici présenté, publié chez Maspéro en 1978 après avoir été écrit en mars de la même année, consiste en une longue explication sur le plan de l' économie politique de sa démission de la présidence de l' Association des amitiés franco-chinoises.

Rares sont dans le monde les révolutionnaires ayant eu un niveau politique suffisant pour comprendre dans toute leur profondeur le putsch fasciste ayant suivi la mort de Mao. Bettelheim est l' un de ceux-là.

Naturellement, son analyse peche par intellectualisme, elle n' a pas la dimension d' une critique de Parti. Bettelheim a ainsi souvent des postures d' intellectuels, comme lorsqu' il attribue souvent les erreurs du PCC à une rupture insuffisante avec Staline sur le plan de principes économiques, principes pourtant mis en avant par Mao, Bettelheim se mettant ainsi indirectement en avant comme théoricien « pur » et sauveur intellectuel.

Mais il n' ya pas de théoricien pur, et ce sera le Parti Communiste du Pérou qui dans la guerre populaire montrera la vanité des révisionnistes chinois.

Néanmoins, Bettelheim donne quantité d'informations introuvables ailleurs, et son analyse rentre clairement dans le cadre de la lutte contre le révisionnisme moderne.]

La fin de la Révolution culturelle

La première question à examiner est celle du rapport de la situation présente avec la Révolution culturelle.

Sur ce point, il faut d'abord remarquer que la direction du Parti communiste chinois a désormais proclamé que la Révolution culturelle est terminée. Cette proclamation correspond certainement à la réalité. Il s'agit de la constatation d'une transformation dans le rapport des forces sociales et politiques qui aboutit à une extrême limitation du mouvement des masses populaires et de la liberté d'initiative et d'expression que la Révolution culturelle devait leur permettre de conquérir.

En fait, lorsqu'on analyse rétrospectivement ce qui s'est passé depuis 1965-1966, on peut dire que cette transformation dans le rapport des forces commence à se manifester dès les premiers mois de 1967 (lorsqu'est créée puis abandonnée la forme politique de la

Commune de Changhaï) et qu'elles' estpoursuivie depuis, avec des flux et des reflux.

La proclamation de la fin de la Révolution culturelle est l' aboutissementd' unprocès historique de plusieurs années, d'un procès de lutttes de classes qui appellerait une longue analyse. La façon même dont cette proclamation a lieu appelle deux remarques.

On doit noter qu' ellen' estassortie d' aucurbilan systématique d' ensemblede la Révolution culturelle. L' absenced' un tel bilan signifie qu'aucune ligne de démarcation n' estracée par la nouvelle direction du P. C. C. entre les transformations positives, du point de vue des travailleurs, qui se sont produites grâce à la Révolution culturelle, et les transformations ou les pratiques ayant pu avoir des effets négatifs.

La porte est ainsi ouverte à une remise en cause de fait de ce que la Révolution culturelle a apporté. Cela même si, en paroles, on lui rend hommage et qu' ondéclare qu' il y aura d' autres Révolutions culturelles. En l' absenced' uneanalyse claire du passé, d'une analyse aussi radicale que possible, il est très difficile de s' orienter

correctement à l' avenir.

Ensuite, et parallèlement à cette proclamation, les mesures prises depuis plus d' un an et les thèmes développés dans les discours officiels et dans la presse constituent une négation de fait de la Révolution culturelle. Un véritable *bond en arrière*. Ces deux aspects de la situation actuelle ne sont évidemment pas dus au hasard.

Ils sont à la fois le produit de tendances profondes, le résultat d' un certain *rapport de forces entre les classes* et celui d' une *ligne politique* qui s' insère dans ce rapport de forces et réagit sur lui.

J' imagine bien que vous êtes en désaccord avec les formulations que je viens d' avancer. Je vais donc développer mon argumentation. Cette argumentation ne peut être évidemment que partielle. Pour qu' ien soit autrement, il faudrait faire ce que le P. C. C. n' a pas fait : procéder à un bilan d' ensemblesystématique de la Révolution culturelle, en rappeler les objectifs initialement proclamés, apprécier dans quelle mesure il y a eu des avances et des reculs, et pourquoi il en a été ainsi. Un tel travail ne pourrait être fait que par une organisation politique liée aux masses.

Il exige aussi nombre de documents et d' informations que je ne possède pas (et qu' un séjour en Chine ne m' aurait évidemment pas permis de recueillir, car, sur beaucoup de points, il s' agit d' informations et de documents considérés comme devant rester « secrets »).

Cela étant, ce que je me propose de faire est d' exposer quelques aspects du *bond en arrière* accompli ces derniers mois, puis de m' interroger sur les raisons qui l' expliquent. Cependant, il est nécessaire, avant cela, de rappeler une partie des orientations proclamées de la Révolution culturelle, surtout celles qui représentent une nette démarcation par rapport aux pratiques antérieures, qui — à certains moments — se sont inscrites plus ou moins dans la réalité chinoise et sont aujourd' hui remises en cause.

Le problème de la démocratie de masse

Lorsqu' on examine la « décision en seize points » adoptée le 8 août 1966 par le C. C. du P. C. C, il apparaît qu' un des objectifs

fondamentaux proclamés est de favoriser le développement d' une lutte politique devant permettre aux masses de s' exprimer librement, sans subir de contrainte, même lorsqu' ils'agit d' exposer des vues minoritaires ou des vues considérées comme « erronées » (point 6 de la « décision en seize points »).

L'activité des masses doit pouvoir prendre des formes organisationnelles multiples et aboutir à la constitution d' organes du pouvoir dans les usines, les mines, les entreprises, les quartiers des villes, les villages, les organismes d'Etat et les établissements d' enseignement.

Toute cette activité doit aboutir à « un système d' élection générale semblable à celui de la Commune de Paris ». Les membres élus doivent à tout moment pouvoir être critiqués par ceux qui les ont désignés et être remplacés ou révoqués par les masses (point 9). Cette orientation n'est pas considérée comme provisoire, car sa « grande importance historique » est soulignée.

Un principe essentiel est aussi rappelé (car il n' avait pas été respecté dans la période antérieure), à savoir que « les masses doivent

se libérer elles-mêmes », que « l'homme peut en aucune façon agir à leur place » et qu'elles s'éduquent dans le mouvement » (point 4).

Conformément à ce principe, le parti ne peut jouer son rôle qu'en n'hésitant pas à favoriser le mouvement des masses. Les dirigeants du parti à tous les niveaux doivent donc encourager celles-ci à critiquer les insuffisances et les erreurs dans leur propre travail (point 3).

En même temps, il est rappelé qu'il est souhaitable que les critiques soient faites dans l'unité et visent à rectifier les erreurs plutôt qu'à éliminer ceux qui les ont commises. Il s'agit finalement, d'unir plus de 95 % des masses » (point 5).

Un des objectifs proclamés est de transformer la superstructure, dans laquelle l'idéologie bourgeoise continue à occuper une large place ; d'où en particulier, la nécessité de « réformer le système d'enseignement, la littérature, l'art », etc. (points 1 et 10).

Le lien qui unit la lutte pour la révolution et la lutte pour la production est également rappelé dans la « décision en seize points ». Celle-ci souligne la primauté à accorder à la première.

A partir de 1966 se développe un mouvement caractérisé par des flux et des reflux qui demanderaient à être analysés pour comprendre pleinement la situation actuelle.

Mais, je l' ai indiqué plus haut, une telle analyse ne peut pas être faite actuellement de façon détaillée. Ce mouvement a aussi des prolongements idéologiques et théoriques.

Il conduit Mao Tsé-toung et ceux qui sont aujourd' hui vilipendés par la direction actuelle du P. C. C. à reconnaître pratiquement la différence entre la transformation de la propriété juridique des entreprises et la transformation des rapports de production et de distribution ; d' où une série de formules précisant qu' il peut exister des entreprises capitalistes se présentant « sous une enseigne socialiste », que le système des salaires existant en Chine n' est pas très différent du capitalisme, que la bourgeoisie existe dans le parti, etc.

Or il suffit de lire aujourd' hui la presse chinoise pour voir que depuis la mort de Mao Tsé-toung les orientations de la Révolution culturelle et les développements théoriques qui l' ont accompagnée

sont de plus en plus ouvertement abandonnés. La prétendue critique des « quatre » sert de prétexte à cet abandon.

Le bond en arrière accompli depuis la fin de 1976

Comme je l'écis plus haut, le recul par rapport aux objectifs proclamés de la Révolution culturelle ne date pas de la fin de 1976. Ce recul a commencé bien plus tôt, en liaison avec les flux et les reflux de la lutte de classes. Cependant, la période qui s'ouvre avec la mort de Mao Tsé-toung et l'élimination des « quatre » est caractérisée par l'ampleur du *bond en arrière* désormais accompli et par l'abandon ouvert d'une série d'analyses développées depuis 1966. Cet abandon est un reniement des acquis que la révolution chinoise a apportés au marxisme, c'est-à-dire un *reniement du marxisme lui-même*.

Concernant les reflux antérieurs à la mort de Mao Tsé-toung, je ne procéderai qu'à quelques rappels. J'ai déjà mentionné l'abandon de la forme politique de la Commune de Changhaï. Cette forme est remplacée par celle des comités révolutionnaires mis en place à partir de 1967. Mais ces comités eux-mêmes dépérissent progressivement.

Ce dépérissement revêt de multiples aspects : le principe de la révocabilité par les masses des membres des comités révolutionnaires et de leur réélection périodique est de moins en moins respecté, l' autorité des comités révolutionnaires est peu à peu refoulée par celle des comités du parti correspondants, et la confusion fréquente des fonctions de ceux qui appartiennent aux deux comités tend à priver les comités révolutionnaires de leur rôle d' expression démocratique des aspirations et des initiatives des masses qu' ils sont censés représenter.

Le même processus de dépérissement affecte d' autres organismes issus des premières années de la Révolution culturelle. Ainsi, les groupes de gestion ouvrière dont je parle dans mon livre *Révolution culturelle et organisation industrielle* (éditions Maspéro 1973) tombent en sommeil. Lorsque je suis retourné en Chine, à l' automne de 1975, il n' ya eu qu' une seule usine où on m' en a parlé (après que j' eu insisté pour savoir si de tels groupes existaient, ce que j' a fait dans les diverses usines visitées), et ce qu' on m' a dit m' a laissé l' impression que ces groupes n' y avaient plus qu' une existence

fantomatique ; ailleurs, il semble qu' ils avaient complètement disparu.

Un tel dépérissement représente un pas en arrière par rapport aux exigences d' une progression vers le socialisme, car celui-ci suppose que les travailleurs maîtrisent de plus en plus eux-mêmes, collectivement, leurs conditions d' existence et de travail.

Ce pas en arrière ne s'accomplit pas « de lui-même ». Il est une conséquence de la lutte de classes, de la remontée de l' influence de la bourgeoisie, avant tout de la bourgeoisie qui est présente dans les appareils de l' Etat et du parti, qui tend à fortifier son autorité, à « se libérer » de l' autorité des masses et à disposer ainsi des moyens de production qui appartiennent formellement à l' Etat.

En 1976, cependant, ce recul pouvait encore être considéré comme l' effet d' un reflux passager : la *Révolution culturelle restait à l' ordre du jour*, et une *série d' analyses continuaient à être faites* qui éclairaient (même si ce n'était pas toujours jusqu'au bout) les exigences d' une transformation révolutionnaire des rapports de production et des rapports de classes. Aujourd'hui, il en va autrement, on est en présence d' une contre-offensive bourgeoise et révisionniste

qui se développe sur tous les fronts : sur le front des mesures pratiques et des décisions concrètes et sur celui des positions idéologiques.

Les comités révolutionnaires des unités de production et le renforcement de la direction unique

Cette contre-offensive vise, en particulier, ce qui reste des comités révolutionnaires *au niveau des unités de production*. Elle a également pour objectif le *renforcement de la direction unique* et du *rôle exclusif du comité du parti*, les différentes formes de *groupes de triple union* et le *durcissement des règlements et de la discipline du travail*.

Une des premières manifestations ouvertes de la contre-offensive dont je viens de parler est le discours prononcé le 31 janvier 1977 par Pai Ju-ping, premier secrétaire du comité du parti du Chantong (retransmis par Radio-Tsinan le 1-2-1977). Parmi les thèmes développés dans ce discours — et qui sont présents depuis dans d'innombrables interventions venant des plus hauts responsables —,

on trouve celui de la nécessité de *renforcer le rôle des comités de parti dans le domaine économique*, alors que *rien n' est dit sur les tâches des comités révolutionnaires*. Ce discours, comme bien d' autres textes, ne dit mot de la libre expression de la critique des travailleurs. Au contraire, il s' élève contre les critiques qui pourraient être adressées aux comités du parti. Il insiste unilatéralement sur *l' obéissance*.

S' il déclare qu' il faut « compter sur la classe ouvrière », *ce n' est pas en raison de son esprit d' initiative* mais parce qu' *elle observe plus strictement la discipline et obéit aux ordres* ».

Comme je le rappelle ci-dessus, ces mêmes idées sont de plus en plus souvent développées. Ainsi, le 6 avril 1977, Radio-Pékin déclare :

« Dans une entreprise socialiste, la relation du parti et d' autres organisations est une relation entre le guide et les disciples. »

Là encore, il n' est plus question des initiatives des masses, plus question d' apprendre auprès des masses. Le détenteur exclusif de l' autorité est le comité du parti. Les travailleurs n' ont qu' à se laisser guider.

Ce qui favoriserait l'initiative des masses et ce qui peut rester de leurs organisations est dénoncé comme correspondant à « la voie de l'économisme, du syndicalisme, de l'anarchisme et de l'individualisme radical ». Le contrôle exercé sur les dirigeants est considéré comme une violation de la discipline, et les « quatre » sont précisément critiqués pour avoir développé l'idée de contradiction entre prolétariat et bourgeoisie au sein des usines, pour avoir parlé de l'opposition entre la direction et les masses (New China News Agency (plus loin N. C. N. A.), 21-5-1977).

On voit ainsi resurgir une thèse que Mao Tsé-toung avait à juste titre dénoncée : celle du primat de l'unité sur la contradiction, thèse qui caractérise l'idéologie du parti soviétique à l'époque de Staline. L'idéologie désormais développée tend à *maintenir les cadres et les techniciens au-dessus des travailleurs* et à placer ces derniers sous l'autorité de *règlements* élaborés par les premiers.

Le « despotisme » d' usine

On assiste, en effet, à une contre-offensive massive visant à écarter tout ce qui avait été dit. et fait pour s' opposer à l' existencèe de règlements oppressifs dans les usines (ce qu' on appelait les « règlements irrationnels. »)

Aujourd'hui, on affirme que les règlements (dont on veut bien reconnaître, mais seulement en passant, qu' ils sont déterminés par les rapports de production) « reflètent les lois objectives gouvernant les processus compliqués de la production moderne à grande échelle ». La classe ouvrière doit donc se plier aux règlements, puisque ceux-ci reflètent les « lois objectives ».

Et d' appeler Engels à la rescousse, en citant une formulation avancée par lui dans une polémique contre l' anarchisme. Dans ce texte, écrit en 1873 et intitulé *De l' autorité* Engels écrivait :

« Si, par la science et son génie inventif, l' hommès' est soumis les forces de la nature, celles-ci se vengent de lui en le soumettant, puisqu' il en use, à un véritable despotisme indépendant de toute organisation sociale. Vouloir abolir l' autoité dans la grande industrie, c' est vouloir abolir l' industrielle-même, c' est détruire la filature à

vapeur pour retourner à la quenouille. » (Cf. MARX et ENGELS, *Œuvres choisies* en 3 volumes, tome II, Moscou, 1967, p. 396-397)

Comme le note justement Harry Braverman (Cf. H. BRAVERMAN, *Travail et Capitalisme monopoliste*, Maspero, 1976, p. 22, n. 1), Engels se laisse ici emporter par la polémique en parlant d' un« despotisme indépendant de toute organisation sociale » et en utilisant la notion d' « autorité » de façon ahisto-rique. Engels perd ainsi de vue tout ce que Marx a pu écrire sur le *caractère socialement déterminé* du « *despotisme d' usine* ».

L'usage qui est fait de ce texte d' Engels montre bien qu' il' agit précisément, aujourd' hui en Chine, de *renforcer le despotisme d' usine*, au nom de « lois » transhistoriques.

En effet, on n'est pas en présence ici de simples « considérations théoriques », mais d' une tentative visant à justifier le renforcement de pratiques répressives à l' égard des travailleurs. Désormais, de plus en plus, l' accroissement de la production, du rendement et de la qualité des produits est attendu, avant tout, non du développement de l' initiative, de l' organisation et de la conscience des

travailleurs, mais de *Y application de règlements stricts*. Ainsi, le 14 août 1977, il est dit à Radio-Pékin :

« Les règles et règlements ne doivent jamais être éliminés. De plus, avec le développement de la production et des techniques, les règles et règlements doivent devenir plus stricts, et les gens doivent les suivre à la lettre. »

Et encore, commentant cette dernière phrase, on ajoute : « C' est une loi naturelle[!]. A mesure que la production se développe, nous devons établir des règles et règlements plus stricts et plus rationnels. »

Enthousiasmante perspective !

La « critique des quatre » est, entre autres, un prétexte pour prôner des règlements plus stricts. Déjà, en 1976, Yao Wen-yuan critiquait l' idée de règlements de plus en plus sévères. Il écrivait : « Jusqu' où ira cette sévérité ? Devons-nous instituer le mode de production capitaliste qui compte même le temps passé par les ouvriers aux toilettes ? »

Désormais, on n' hésite plus à faire l' éloge de « certains règles et règlements bourgeois » et de « certains aspects de la gestion des entreprises capitalistes », dont on va jusqu' à dire qu' « ils sont un bilan

de l' expérience des ouvriers, et ainsi sont scientifiques » ! (Cf. *A propos du programme général des activités du parti et de l' Etat* texte rédigé sous la direction de Teng Hsiao-ping.)

Le prétexte au durcissement de ce que Marx appelle le « despotisme d' usine » est, d' une part, la situation prétendument mauvaise dans laquelle se serait trouvée l' économie chinoise « du fait de l'activité des quatre » et, d' autre part, les « exigences » des « quatre modernisations » (industrielle, agricole, militaire et scientifique et technique). Je reviendrai plus loin sur ces questions et sur leur signification. Pour le moment, je veux surtout souligner qu' au nom de ces mêmes exigences sont mises en œuvre des « *campagnes d' émulation* » sur lesquelles il est nécessaire de dire quelques mots.

Les campagnes d' émulation

Je noterai, d' abord que l' expérience soviétique des années 1930 et celle de la Chine dans la période antérieure à la Révolution culturelle ont montré que, *dès que l'émulation cesse d' être résultat*

d' unauthentic mouvement de masse et qu' il correspond à une « *campagne* » *organisée par en haut*, elle perd tout caractère « socialiste ».

Elle devient un moyen pour les cadres et les techniciens de *faire pression sur les travailleurs*, afin d' accroître l' intensité et la productivité du travail. Une telle campagne ne fait que dessaisir davantage les travailleurs de toute maîtrise de leurs conditions de travail, donc à les exproprier et à les exploiter davantage. Pendant la Révolution culturelle, on n' y a d' ailleurs pas eu recours.

C' est apparemment dès le mois de mars 1977 que se développent à nouveau en Chine des « campagnes d' émulation ». Cela a lieu après la Conférence nationale sur les chemins de fer. A cette occasion, il est en effet déclaré (N.C.N.A. Du 12.3.1977) :

« L' expérience de réalisation du grand ordre et d' amélioration rapide du travail dans les chemins de fer est valable pour tous les autres départements et fronts. » Le *Renmin Ribao* du 10 mars lance aussi un appel à des campagnes d' émulation. Le 22 mars 1977, ce même journal précise que les campagnes d' émulation ont pour but de

réaliser « le grand ordre » et d' obtenir des « résultats rapides », d' élever au plus vite la productivité et le rendement en accroissant la discipline du travail.

Le véritable caractère *centralisé* et *organisé d' en haut* de ces campagnes apparaît bien dans une dépêche du 7 janvier 1978 de l' Agence Chine nouvelle, dans laquelle on peut lire qu' en vue d' une « expansion accélérée de la production charbonnière le ministère de l' Industriel houillère [...] a organisé récemment 125 mines du pays dans un mouvement d' émulation de cent jours à compter du 1er janvier ».

La dépêche précise que le ministère *exige* des mines participantes qu' elles « mobilisent sans réserve les masses et mettent en place un *puissant réseau de commandement*, mesure visant à accomplir pendant cent jours d' affilée les tâches d' extraction et qui concerne la quantité, la qualité, la consommation, le prix de revient et autres normes de production ». Les mines sont invitées à battre le record de toutes les périodes correspondantes.

On ne saurait dire plus clairement que cette « campagne

d'émulation» est destinée à soumettre les travailleurs à un « réseau de commandement » et à les obliger à réaliser non seulement des normes (fixées par les autorités), mais encore à battre des « records » de production.

De telles campagnes n'ont rien à voir avec une authentique émulation socialiste. Elles s'insèrent d'ailleurs dans toute une orientation politique qui remet au poste de commandement l'économie, la production et le profit. Par rapport aux positions de principe de la période de la Révolution culturelle, il s'agit d'un tournant à cent quatre-vingts degrés. Au niveau des formulations, rien n'exprime mieux ce tournant que cette phrase d'une émission de Radio-Pékin « que la politique serve l'économie » (27-11-1977).

Le profit, l'accumulation et la concentration du pouvoir de direction au sein des entreprises

La portée d'une formulation de ce genre est éclairée par une série de textes et de déclarations qui apparaissent depuis la fin de 1976 et qui mettent tous l'accent sur le rôle du profit. Ainsi, le n° 8 de 1977

de *Hongqi* insiste avant tout sur l' idée que les entreprises doivent accroître leurs profits et accumuler davantage de fonds pour l' Etat.

Il en arrive à déclarer :

« Doit-on gérer une usine pour le profit ou pour la révolution est une question étrange. »

Comme s' il ne pouvait pas y avoir là la source concrète d' une contradiction, et qu' il n' était pas nécessaire de définir l' aspect principal de cette contradiction !

De même, cet article du *Hongqi* affirme :

« Plus une entreprise socialiste fait de profit de cette manière [en augmentant la production, en pratiquant une stricte économie, en élevant la productivité du travail et en réduisant les coûts], plus elle crée de richesse pour le socialisme. »

On suppose ainsi que l' emploi qui est fait des fonds d' accumulation est automatiquement utile au socialisme.

Et, surtout, on ne conçoit même pas que, dans la lutte pour l' accroissement du profit (dans laquelle les initiatives ouvrières, le rôle de la gestion ouvrière et des innovations de masse ne sont

pratiquement plus évoqués), le rôle dirigeant de la classe ouvrière puisse être finalement nié. Or, quand ce rôle dirigeant disparaît, la thèse selon laquelle « faire plus de profit, c' est créer plus de richesse pour le socialisme » devient une thèse vide de sens. C' est d' ailleurs celle que les révisionnistes soviétiques répètent à longueur d' années.

L'éditorial du *Renmin Ribao* du 27 août 1977 essaie, sans le dire, de se « débarrasser » de ce problème. Il le fait (mais comment pourrait-il en être autrement ?) de façon confuse. Il évoque une « *essence* » *socialiste* des entreprises chinoises et du profit qu' elles réalisent.

Il écrit, par exemple :

« C' est une glorieuse responsabilité des entreprises socialistes de travailler dur pour accroître l' accumulation pour l' Etat et de faire de plus grands profits. Dans les conditions socialistes, ce qu' une entreprise gagne est, par essence, différent du profit capitaliste.

Les gains d' une entreprise socialiste sont une manifestation de l' effort conscient des ouvriers pour créer des richesses matérielles, fournir des fonds pour la consommation, et pour accumuler le capital

pour construire le socialisme. C' est entièrement différent de l' exploitationcapitaliste de la plus-value des ouvriers [...]. Améliorer la gestion des entreprises et accroître les gains [d'une part] et l' idée [révisionniste] de mettre le profit au poste de commandement [d' autre part] sont deux concepts entièrement différents. »

Un tel texte est strictement équivalent à ceux des économistes soviétiques qui parlent, eux aussi, de « profit socialiste » et de « salaire socialiste », mais il ne suffit pas d' accolerte qualificatif de « socialiste » à une catégorie économique pour déterminer la *nature sociale* de la réalité désignée. Celle-ci dépend des *conditions sociales dans lesquelles le procès de production se déroule*. Nombre de textes de la période de la Révolution culturelle ont abordé cette question (même si ce n'est pas toujours de façon très claire) et ont indiqué qu'on ne peut confondre la propriété d' Etatet le caractère socialiste des entreprises, et qu' li n' existepas une « essence » socialiste de ces dernières, « essence » indépendante des rapports de production, des formes de la division du travail et de la gestion.

Mais, justement, toute l' idéologie actuelle cherche à nier ce qui

a été souligné pendant la Révolution culturelle. Il s'agit de glorifier le profit *pour appeler à « travailler dur », à être discipliné et à « obéir aux ordres et aux règlements »*, donc pour réduire l' ~~int~~ervention politique des ouvriers. Ainsi, l' éditorial du 9 novembre 1977 du *Renmin Ribao* parle des « pertes de nature politique » subies par les entreprises, qui doivent, dit-il, « être réduites au minimum. »

Cela correspond bien à l' orientation qui retire l' initiative technique et la gestion des entreprises des mains des travailleurs, des comités révolutionnaires et des groupes de gestion (comme d'ailleurs des différentes organisations de triple union dont il n' est presque plus question) pour les concentrer dans les mains des « deux principaux dirigeants des entreprises ».

Il est clair que telle est la ligne actuelle, comme cela apparaît, par exemple, dans le discours de Yu Tsieou-li à Tating et dans une émission du 18 octobre 1977 de Radio-Pékin qui insistent sur le principe selon lequel « les deux principaux dirigeants d' une entreprise doivent personnellement prendre soin des affaires accumulation-profit ».

Quelles que soient les phrases qui peuvent être insérées pour rappeler, rituellement, que dans la gestion des entreprises il faut « continuer à prendre la lutte de classe pour axe », il est clair que *maintenant c' est le profit qui est au centre des préoccupations.*

L'importance centrale accordée au profit a de multiples significations.

D' une part, l' accent mis sur le profit est utilisé pour renforcer l' autorité hiérarchique, pour durcir les règlements et écarter l' intervention des travailleurs dans la gestion.

D' autre part, l' insistance avec laquelle on parle du profit des entreprises accompagne un tournant idéologique. Aujourd' hui on ne mentionne pratiquement plus la distinction entre le « bénéfice d' entreprise » (c'est-à-dire le bénéfice financier, la manifestation locale de la valorisation du capital) et le « bénéfice social » dont l' importance était soulignée à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix.

Ainsi, désormais les entreprises ne faisant pas de profit ne pourront plus être choisies comme « entreprise de type Taking », ce

qui signifie qu'elles ne pourront plus être données en exemple.

Le rôle attribué au profit est évidemment lié aussi au *type d'industrialisation* qui est en train de prévaloir, cela au nom de la « modernisation » de l'industrie (je reviendrai plus loin sur cette question). En tout cas, l'expérience historique et la théorie enseignent que mettre de la sorte l'accent sur le profit d'entreprise peut qu'aggraver les inégalités régionales et faire obstacle au développement des industries locales et de la petite et moyenne industrie. Or ce développement a caractérisé jusqu'au mode d'industrialisation de la Chine (surtout à partir de 1958) et il lui a valu de remarquables succès.

Bien entendu, je ne suis pas de ceux qui pensent que l'orientation qui prévaut aujourd'hui dans ce domaine serait due essentiellement à des « erreurs ».

Plus exactement, même si on peut parler d'« erreurs », il faut bien voir que celles-ci sont le résultat d'un *point de vue de classe*, de la tendance à consolider les rapports capitalistes, les formes capitalistes de la division du travail, de l'organisation de la production et de la

gestion ; aujourd'hui prévaut la tendance à privilégier le rôle des cadres, des techniciens et de l' *intelligentsia*.

La lutte contre l' « égalitarisme » dans le domaine des salaires

On trouve la même orientation de classe dans ce qui est dit et fait dans le domaine des salaires. Ici, l' aspect dominant de l' orientation actuelle est la lutte contre le prétendu « égalitarisme » et pour une *différenciation* des salaires.

Ainsi, un article du *Guangming Ribao* de novembre 1977 va jusqu' à dire : « L' égalitarisme est encore le plus gros problème en Chine. » Cette affirmation est en contradiction avec la remarque formulée en février 1975 par Mao Tsé-toung : « Avant la libération, c' était à peu près comme le capitalisme. Maintenant encore, on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l' échange par l' intermédiaire de la monnaie, et tout cela ne diffère guère de l' ancienne société. »

Une des raisons pour lesquelles l' accent est désormais mis sur la lutte contre l' « égalitarisme » est qu' il s' agit de recourir à nouveau (pour le moment avec encore une certaine prudence, car la classe ouvrière chinoise est consciente des implications de cette orientation) aux « stimulants matériels ». Pratiquement, cela prend la forme, dans un certain nombre de cas, du retour au salaire aux pièces (alors que pendant la Révolution culturelle le salaire horaire remplaçait le salaire aux pièces) ; dans d' autres cas, moins nombreux, cela prend la forme de primes plus ou moins élevées.

Tout cela est fait au nom de l' accélération de la croissance des forces productives et de l' augmentation de la productivité du travail, donc au nom d' arguments économistes et productivistes.

Un article est ici particulièrement significatif, celui de Chao Lu-kuan (N.C.N.A. Du 22-11-1977), qui, partant du principe « A chacun selon son travail », s' efforce — toujours avec beaucoup de prudence — de préconiser le salaire aux pièces (il ne dit évidemment rien de l' observation de Marx : « le salaire aux pièces est la forme de salaire la plus convenable au mode de production capitaliste ») (Cf. K. MARX, *Le*

Capital, Editions sociales, t. II, 1969, p. 227), et « l' utilisation des récompenses matérielles nécessaire comme forme supplémentaire ».

Cet article et beaucoup d'autres parus depuis 1977 font de plus en plus de *l'intérêt individuel* le moteur de la lutte pour la production. Cet intérêt est substitué au rôle joué par la conscience de travailler pour la satisfaction des besoins du peuple et pour l' édification du socialisme, rôle qui était mis en avant pendant la Révolution culturelle.

Une telle substitution correspond aux intérêts de la bourgeoisie au sein du parti. Elle ne peut que *diviser la classe ouvrière* en développant des inégalités croissantes entre travailleurs. Revenir aux salaires aux pièces et aux stimulants matériels après avoir pratiqué pendant des années le salaire au temps, et après avoir renoncé depuis longtemps aux stimulants matériels, est un *immense pas en arrière*.

Ce pas en arrière favorise les dirigeants des entreprises et les techniciens, il tend à consolider la bourgeoisie d' Etat celle qui occupe des postes de direction dans les appareils économiques, dans les appareils administratifs et dans le parti.

Tel est le *contenu de classe* de cette nouvelle orientation, quels que soient les prétextes invoqués par ses partisans.

Les nouvelles orientations de la politique agricole

Depuis la fin de 1976, on voit se développer de nouvelles orientations concernant les questions agricoles. Fondamentalement, ces orientations réduisent les initiatives des masses paysannes et les subordonnent de plus en plus à une direction très centralisée sur laquelle les travailleurs n' exercent aucun contrôle véritable.

Ces orientations tendent à imposer aux communes populaires des normes de travail élaborées de l' extérieur et à promouvoir des transformations techniques qui relèvent aussi, essentiellement, d' organismes situés loin des producteurs immédiats.

Le contenu de classe de ces nouvelles orientations est clair. D' unepart, il s' agitde favoriser le développement d' unprocès de production qui subordonne le plus possible les masses paysannes à la domination des cadres locaux et centraux, donc à la domination d' une

bourgeoisie de type nouveau. D' autrepart (mais ceci est lié à cela), il s' agit de créer des conditions qui permettent d' extraire de la paysannerie le maximum de surtravail pour qu' elle paie le tribut le plus élevé possible aux « quatre modernisations », celles-ci étant indispensables à la consolidation du pouvoir de la bourgeoisie d' Etat.

Si le contenu de classe des nouvelles orientations de la politique agricole est clair, il n'en reste pas moins que ces orientations prennent prétexte de problèmes réels, dont l' importance a pu être sous-estimée au cours des années antérieures.

Ces problèmes concernent, d' abord la production : après avoir progressé de façon remarquable pendant dix ans environ, la production agricole semble avoir atteint un certain seuil qu'il est indispensable de franchir pour faire face aux besoins alimentaires d' une population croissante. Ces problèmes concernent, aussi, la consolidation des rapports de production existants et les transformations de procès de travail et de production, y compris les transformations techniques.

Ils relèvent également de la superstructure, de l' idéologie et de

la politique. Il ne saurait être question dans cette lettre de les passer tous en revue, encore moins de prétendre qu' ils puissent être résolus de façon simple. Il est seulement possible d' examiner quelques-unes des « solutions » qui sont aujourd' hui proposées et de s' interroger sur leur portée et leur signification de classe.

Deux formes de tendance à la décomposition des structures de la production collective sont fréquemment mentionnées depuis la fin de 1976 (mais il est clair que les mêmes phénomènes existaient avant ; ils avaient d' ailleurs été mentionnés dans divers *dazibao*, notamment dans le sud de la Chine).

Une de ces formes est l' extension de la taille des lopins individuels et de l' étendue des activités familiales annexes. Dès décembre 1976, l' existence de ce problème est mentionné, par exemple, dans une émission du 13 décembre de Radio-Nankin.

Une autre forme de la tendance à la décomposition du travail collectif (qui semble menacer suffisamment la production agricole collective pour être fréquemment mentionnée) est l' insertion croissante de forces de travail rural dans des activités extra-agricoles,

ainsi que les mouvements incontrôlés de forces de travail. Ces phénomènes sont dénoncés, par exemple, dans un rapport intitulé *Renforcer la ligne du front de la production agricole* diffusé par N. C. N. A. du 2-9-1977.

Ce texte indique que certaines unités de production collectives ou d'Etat embauchent de la main-d'œuvre venant d'autres communes ou brigades. Il indique aussi que, dans certaines communes ou brigades, des travailleurs s'engagent dans des activités parallèles à la production agricole et que ces communes ou brigades comportent un personnel improductif trop nombreux.

A la suite de la publication de ce rapport, les radios provinciales signalent la formation de groupes d'acquisition par les comités du parti. Une des tâches de ces groupes est d'obtenir que les travailleurs temporaires ou contractuels qui ne sont plus présents dans leur commune retournent à la campagne.

On est là, certainement, en présence de phénomènes sérieux, et qui contribuent à menacer la continuité et, à plus forte raison, la croissance de la production agricole. Je n'ai connaissance d'aucun

analyse de fond visant à expliquer ces phénomènes et à en tirer des conclusions.

Par contre, depuis la fin de 1976 on sait que se multiplient des mesures concrètes de toutes sortes dont je veux dire maintenant quelques mots car, comme je l' ai indiqué plus haut, elles me paraissent avoir une nette signification de classe, bien qu' ellessoient (ou puissent paraître), en partie, contradictoires entre elles.

Une première série de mesures vise à réduire la taille des lopins individuels, dans la mesure où ceux-ci dépassent le pourcentage réglementairement prévu. C' estlà une mesure de consolidation de l' économie des communes populaires indispensable à l' accroissementde la production collective, mais qui peut aussi bien correspondre à une orientation révolutionnaire qu' àune orientation révisionniste : dans les conditions actuelles, cette dernière aussi doit pouvoir s' appuyer sur une production agricole collective suffisante pour soutenir son programme de « modernisation. »

D' autres mesures (mentionnées dès le 20 décembre 1976 par Radio-Pékin) visent à limiter certaines « productions annexes »

collectives, ce qui semble menacer l' industrialisation rurale. Celle-ci a été développée sur une grande échelle depuis le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle.

Il est indispensable de la poursuivre, en particulier pour s' attaquer à la contradiction ville/campagne, pour assurer un développement socialiste des forces productives et satisfaire aux besoins immédiats des masses.

Certes, la limitation des productions annexes collectives peut paraître imposée par les « problèmes de main-d' œuvre », mais cette limitation correspond fondamentalement à une conception révisionniste : à la volonté des dirigeants de l' industrie centralisée d' avoir la haute main sur toute la production industrielle. Aussi, on ne peut pas considérer qu' elle vise uniquement ou même principalement à laisser davantage de forces de travail à la disposition de l' agriculture collective.

On le peut d' autant moins que sont encouragées les activités subsidiaires familiales ou individuelles, et que les marchés ruraux sont remis à l' honneur. Il m' est difficile de juger s' ils agissent d' une sorte de

« concession » faite aux paysans (afin de leur permettre d' accroître leurs revenus) ou si le but visé est d' obtenir ainsi certaines productions supplémentaires qu' il semble impossible d' obtenir actuellement d' une autre manière.

En tout cas, l' orientation favorable aux productions subsidiaires familiales et individuelles est très nette. Elle est confirmée par la Conférence nationale réunie à l' automne de 1977. Celle-ci déclare qu' un très large place doit être accordée à ces productions qui constituent, nous dit-on, « un complément essentiel de l' économie socialiste. »

On ajoute qu'elles ne doivent pas être critiquées comme représentant une « forme de capitalisme », car une telle critique relèverait, d' une « ligne révisionniste » (N.C.N.A. Du 13.10.1977).

Plus significative encore me paraît être la façon dont la ligne politique actuelle cherche à résoudre les problèmes posés par le « manque de forces de travail » dont souffre l' agriculture chinoise.

En effet, l' aspect dominant de cette ligne est le recours à des mesures autoritaires imposées d' en haut à la paysannerie. Ce recours

s' effectuau nom du mot d' ordre d' « emploi rationnel de la force de travail rurale ».

Ainsi, le 23 novembre 1976, Radio-Haikow (Hainan) déclare qu'il faut « apprendre à organiser la force de travail » et appelle à soumettre l'équipe de production au « *commandement unifié* de la brigade et de la commune ». Il est également précisé que la force de travail doit être *envoyée* là où la production peut être accrue le plus efficacement et où il est possible d'obtenir les meilleurs résultats.

Je ne mets pas en doute que l'objectif économique visé soit souhaitable. Par contre, je doute très sérieusement du caractère « socialiste » et de l'« efficacité » des méthodes proposées.

En effet, les mesures préconisées conduisent à traiter les paysans comme des forces de travail qu'un commandement unifié envoie là où il juge que leur intervention sera le plus utile.

C'est là une forme d'organisation capitaliste et non pas socialiste du travail, une forme d'organisation à laquelle les paysans ne peuvent que résister. Il y a beau temps que les choses sont « organisées » de la sorte dans les kolkhozes soviétiques, et tout le monde

sait quel résultat cela a donné !

On sait, aussi, à quels échecs ont conduit les tentatives de considérer la lutte pour l' accroissement de la production agricole comme des « batailles » devant être dirigées plus ou moins centralement par des « états-majors ». Or nombre de déclarations récentes montrent que de telles mesures pseudo-militaires sont considérées avec faveur par la direction actuelle du P. C. C. En fait, prendre des mesures de cette nature signifie que *l'on ne fait pas confiance aux paysans*.

Ce manque de confiance ne peut qu'être entretenu par la façon dont les paysans réagissent nécessairement, et à juste titre, à des mesures qui tendent à les transformer en une force de travail appelée à « manoeuvrer » sous les ordres d' un« *commandement unifié* ». Comme si les paysans chinois ne savaient pas *eux-mêmes* comment produire et comment s' organiser pour accroître la production !

La tendance à organiser d'en haut et de façon autoritaire le travail des paysans entraîne des conséquences inéluctables. La nouvelle direction se prépare à y faire face par une série de mesures

annoncées dans le rapport diffusé par N. C. N. A. du 2-9-1977.

Dans l'immédiat, ces mesures consistent à durcir la discipline du travail, à établir un système de normes de travail et à fixer des rémunérations liées à ces normes.

Le rapport déclare explicitement qu'il faut renforcer la *discipline du travail*, *enregistrer la présence au travail*, *renforcer le système de responsabilité*, améliorer l'organisation du travail, établir des méthodes de rémunération « simples » (liées aux tâches accomplies), organiser *l'émulation* et procéder régulièrement à *l'évaluation du travail* des individus et des unités.

Déjà, au cours de l'été 1977, certains districts se sont engagés dans cette voie. Le 16 juin 1977, Radio-Lanshow cite en exemple le district de Hoshui (province du Kansou) qui a établi un « bon enregistrement du travail » et applique un *système de normes de travail* combiné à un *système d'inspection*.

Il s'agit d'un tournant complet par rapport à l'orientation suivie depuis la Révolution culturelle pendant laquelle, au contraire, on ne pratiquait qu'exceptionnellement un système de normes fixées,

tandis que prédominait un système *d' auto-évaluation*.

L' expérience soviétique a amplement démontré que ces systèmes de fixation de normes et de contrôle sur le travail des paysans ne donnent que des résultats médiocres, pour ne pas dire dérisoires.

La mécanisation "accélérée" de l' agriculture

La façon dont la direction du P. C. C. a décidé à *accélérer la mécanisation agricole* fait bien ressortir que cette direction est loin de penser que les méthodes d' organisation du travail qu' elle préconise (mais auxquelles il lui faut cependant recourir, dès lors qu' elle ne fait pas confiance aux paysans) résoudre les problèmes de la production agricole.

En effet, une chose est la décision juste et nécessaire de s' engager dans la voie de la mécanisation agricole. Une autre est de s' y *précipiter hâtivement* comme le fait actuellement le P. C. C, lorsqu' il déclare qu' il faut que la mécanisation soit réalisée « pour l' essentiel » en 1980. Une telle *précipitation* conduit nécessairement à des

déboires, mais elle est sans doute imposée par les contradictions sociales, car les « exigences techniques » imposeraient — au contraire — d' avancer pas à pas avec méthode.

La précipitation, et les contradictions sociales dont elle est le produit, ainsi d' ailleurs que la volonté de soumettre la paysannerie à un commandement unifié, semblent conduire à renoncer à la mesure juste, acceptée jusqu'ici, qui consistait à réaliser principalement la mécanisation *sur la base de chaque brigade et de chaque commune*, celles-ci s' appuyant avant tout sur leurs propres forces.

De nombreuses déclarations font apparaître que le matériel agricole est appelé à être centralisé dans des ateliers intéressant plusieurs brigades et communes (ce qui rappelle les stations de machines et tracteurs soviétiques mises en place dans des conditions de hâte analogues, et pour les mêmes raisons, et qui ont donné les résultats décevants que l' on sait). Ces ateliers centraux seraient placés sous la direction du comité régional du parti.

En fait, on s' oriente visiblement — et cela est dans la logique de la politique actuelle — vers de « grandes batailles agricoles » dirigées

par les autorités provinciales, celles-ci disposant de centres de machines et agissant par le canal des préfectures et des municipalités. Ce dispositif serait placé sous le commandement du parti. Les comités du parti sont appelés, à cet effet, à former des « groupes dirigeants pour la mécanisation agricole ».

La centralisation ainsi préconisée tend à retirer aux communes populaires et aux brigades le rôle qui était le leur dans la production d' un petit matériel mécanique adapté à leurs besoins.

Cette centralisation et la hâte avec laquelle est menée une opération aussi sérieuse et difficile que la mécanisation agricole font surgir dès maintenant une série de difficultés. Celle dont on parle le plus est bien connue en Union soviétique, c' est l' approvisionnement de l' agriculture en *pièces de rechange*.

A ce propos, il convient de s' arrêter un instant sur trois lettres de lecteurs publiées par le *Renmin Ribao* du 7-1-1978 (article diffusé par Chine nouvelle du même jour).

Une de ces lettres est adressée par un cadre de la commune populaire de Sietouen (district de Cheouhsien, province de l' Anhouei)

à l'usine de tracteurs « Orient rouge » de Louoyang. Cette lettre critique cette usine pour n'avoir pas résolu correctement le problème des *pièces de rechange*.

En effet, la commune populaire de Sietouen n'a pu trouver nulle part les pièces dont elle avait besoin (cela au cours de l'hiver de 1976). Après s'être adressée par écrit et sans résultat à l'usine de tracteurs, la commune populaire a décidé d'envoyer à cette dernière une délégation de plusieurs de ses membres, qui n'ont d'ailleurs pas été reçus.

C'est seulement après qu'une lettre eut été envoyée à l'usine « Orient rouge », par l'intermédiaire du *Renmin Ribao*, que l'usine a « reconsidéré son attitude », fait son « autocritique », en déclarant que ses insuffisances étaient « dues principalement au sabotage effréné de la mécanisation agricole par la "bande des quatre" ». La direction de l'usine déclare qu'elle est déterminée à « assainir les règlements du travail ».

La lettre de la commune populaire de Sietouen au *Renmin Ribao* indique qu'à la suite de cette « autocritique » l'usine a envoyé

plusieurs techniciens à la commune populaire qui ont examiné le tracteur et ramené deux tractoristes de la commune à l'usine pour qu'ils y achètent les pièces détachées nécessaires.

Si je parle si longuement de cette affaire — qui pourrait n'être qu'une anecdote, c'est qu'elle me paraît hautement significative, à plusieurs égards :

1. Elle révèle que dès l'hiver 1976, alors que la mécanisation agricole est peu avancée, il est très difficile à une commune populaire de se procurer des pièces détachées pour ses tracteurs.

2. Elle fait apparaître une situation tout à fait analogue à celle que connaît depuis plus de quarante ans l'Union soviétique.

3. Elle laisse présager les graves risques qui pèseront sur l'agriculture chinoise lorsqu'elle sera mécanisée si les usines continuent à « régler » les problèmes d'approvisionnement en pièces détachées comme cela a été fait dans ce cas.

4. Elle montre que le fond de ces problèmes n'a même pas été abordé, la direction de l'usine entirant par une pirouette : elle impute ses insuffisances à l'influence de la « bande des quatre », et elle

en profite pour « assainir les règlements du travail » (c' est-à-dir pour durcir la discipline du travail, alors qu' ils' agt de résoudre un problème de priorité de production, de gestion de stocks et de distribution).

Pour qui a quelque expérience des problèmes posés par la mécanisation agricole, il apparaît clairement que « l' *accélération* » actuelle de celle-ci constitue une *fuite en avant* qui naît de l' aggravation des contradictions sociales.

Ces dernières sont liées à la façon dont on prétend *commander* à la paysannerie, donc au développement de rapports et de pratiques bourgeois. A son tour, ce développement témoigne des transformations qui se sont opérées dans les rapports de forces entre les classes.

Ces transformations poussent de plus en plus à miser, pour résoudre les difficultés, sur un recours massif à la technique moderne. La hâte avec laquelle le P. C. C. veut s' ngager dans les « quatre modernisations » est typique de la situation actuelle.

L' accélération de la mécanisation de l' agriculture et l' accent

placé sur les « quatre modernisations » traduisent une conception bourgeoise du « *progrès technique.* » Ainsi s' amorçait un processus qui conduit de façon inéluctable à élever considérablement et rapidement le *taux d' accumulation* qui pèsera sur le niveau de vie et sur les conditions de travail des ouvriers et des paysans.

Il importe d' ailleurs de souligner que la *priorité* à la *mécanisation* sur d' autres transformations techniques de l' agriculture témoigne aussi de la *nature de classe de la ligne politique actuelle.*

En effet, ce n' est pas la seule mécanisation qui permet de résoudre réellement le problème de l' *augmentation de la production agricole* (ce qui ne veut pas dire que la mécanisation ne soit pas *un élément de la solution* de ce problème).

Celui-ci ne peut être résolu que par des *méthodes différenciées*, par le développement des semences sélectionnées, par la diversification des engrais utilisés, ce qui suppose une *expérimentation et une initiative de masse.* Mais la ligne actuelle ne va pas dans ce sens.

Elle va dans le sens d' une subordination accrue des paysans à

une autorité centrale qui pourra extorquer le maximum de surtravail aux paysans. La mécanisation apparaît avant tout comme un *moyen de mieux assurer une telle subordination*, en favorisant la domination du travail mort (géré centralement) sur le travail vivant.

L' épuration des organes de direction de l' agriculture

Dans ce contexte, la façon dont est maintenant interprétée la tâche de « poursuivre la révolution dans la superstructure » prend tout son sens. Ainsi, dans le n° 6 de 1977 de *Hongqi*, Wang Chien définit cette tâche comme suit :

- « renforcer la révolutionnarisation des organes dirigeants », en assurant que la direction soit « aux mains des marxistes » ;
- « éduquer les paysans avec le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsétoung ».

Pour qui sait lire, il s'agit *d'épurer les organes de direction*, en écartant tous ceux qui ne partagent pas les vues actuelles sur la discipline, le commandement, la « modernisation », etc.

D' autrepart, il s' agit d' « éduquer les paysans », de leur inculquer les vues actuelles, *mais il n' est plus question d' apprendre auprès d' eux.*

La politique du commerce extérieur

L'orientation actuelle de la politique économique comporte encore de multiples aspects qui en révèlent le caractère révisionniste. Il est impossible de les examiner tous. Cependant, il est indispensable de dire un mot de quelques problèmes du commerce extérieur et de la façon dont il est proposé de les « résoudre. »

Ici, un texte particulièrement significatif est celui présenté à une des conférences tenues au début de 1977 sur *Les Dix Grands Rapports*. Il s' agit de la XVI^e de ces conférences, celle consacrée au commerce extérieur.

Ce texte (diffusé le 15-2-1977 par Radio-Pékin) met en avant la notion — sans rapport aucun avec le marxisme, ou plus exactement antimarxiste — de « commerce extérieur normal ».

Cette notion vise à « justifier » l' accroissement prioritaire des exportations de charbon et de pétrole en échange d' importations de

technologies et d' équipements nouveaux. Ainsi, on essaie de trouver des « arguments » pour une politique qui donnerait au commerce extérieur chinois une structure qui rappellerait — comme l' a observé justement Tchang Tchouen-kiao — celle de l' « économie coloniale ».

Je ne veux évidemment pas dire que tel est le « but » visé par la direction actuelle du P. C. C. Cette direction souhaite certainement moderniser la Chine et la rendre indépendante des grandes puissances impérialistes.

Ce que je veux dire, c' est qu' en utilisant la notion bourgeoise de « commerce extérieur normal », et en donnant la priorité aux exportations de matières premières, *elle est incapable d' atteindre le but qu' elle vise.*

L'Union soviétique, qui avait pris la même voie il y a bientôt cinquante ans, reste, dans ses rapports avec les pays industriels, avant tout exportatrice de matières premières. Elle ne parvient pas à développer des techniques qui la placent sur le même pied que les pays industrialisés, aussi continue-t-elle à importer massivement de la technologie et des équipements.

Certes, cette situation de l' Union soviétique n' est pas due principalement à une certaine « conception » du commerce extérieur, mais *cette « conception » fait partie d' unensemble, d' une ligne politique,* qui a abouti à ce résultat.

Je pense aussi — pour les raisons que j' aèxposées ci-dessus, et pour d' autres que j' expose plus loin — que c' est fondamentalement la *même ligne politique* qui triomphe aujourd' hui en Chine. Il s'agit d' *une ligne révisionniste.* Celle-ci — avec des particularités certaines — était déjà à l' œuvre en U.R.S.S. dans les années 1930.

Incidentement, je noterai que la notion creuse de « commerce extérieur normal » *n' est pas isolée.* Les textes officiels chinois actuels comportent de plus en plus fréquemment l' emploi de tels mots, complètement étrangers au marxisme.

La destruction de la réforme de l' enseignement

Mais revenons à d' autres manifestations concrètes de *l' offensiv*e actuellement menée contre la Révolution culturelle. Une des plus importantes concerne le *système d' enseignement.*

Quand on déclare (comme le fait la circulaire du C.C. du P. C. C. sur la convocation d' une conférence internationale sur les sciences, en date du 18-9-1977 ; voir *P. I.* du 3-10-1977) qu' « il faut réellement mener à bien la révolution dans l' enseignement », alors qu' on a *proclamé la fin de la Révolution culturelle*, cela signifie qu' on veut mener à bien la *contre-révolution dans l' enseignement*, c' est-à-dire rejeter l' essentiel des transformations réalisées depuis 1966. L' examen des décisions et des textes récents prouve que c' est là ce qui se passe, et que, là aussi, on assiste à un *bond en arrière*.

En effet, le recrutement des étudiants s' effectuèà nouveau sur une *base élitiste*. Les *examens* sont remis à l' honneur (Cf. *C. C. N.*, n° 2748/1977) et privilégient de façon unilatérale les connaissances académiques et livresques. Ainsi, le *Ren-min Ribao* du 21-10-1977 (tout en admettant que quelques travailleurs manuels ayant de l' expérience pratique pourront être admis dans les universités) souligne qu' il faut « prendre les meilleurs sur le plan intellectuel » et qu' il faut « sélectionner, dans une proportion donnée, les étudiants parmi les nouveaux diplômés de l' école secondaire du deuxième cycle

».

C' est le retour partiel au *système antérieur à la Révolution culturelle*, le début de la suppression des stages de deux ou trois ans des futurs intellectuels et cadres à la campagne ; c' est aussi l' abandon de la désignation de ceux qui vont à l' université par leurs camarades de travail. En fait, dès octobre 1977, 20 à 30 % des étudiants ont été *recrutés directement* parmi les « meilleurs » élèves du secondaire.

Les informations disponibles montrent que, comme il fallait s'y attendre, il s' agit avant tout *d' enfants de cadres* et que ces enfants ont souvent été *préparés spécialement à ces examens*, au moyen de leçons particulières intensives. Les privilèges de ceux qui ont de l' argent, avant tout des fils et filles de cadres, sont ainsi renforcés.

Le long éloge de la situation *antérieure* à la Révolution culturelle que l' on trouve dans la circulaire du 18-9-1977 montre bien que la direction actuelle du P. C. C. souhaite revenir à une situation analogue.

Egalement caractéristique est la reconstitution d' un *double réseau d' enseignement* (qui avait été sévèrement condamné pendant la

Révolution culturelle). Comme l'explique le *Renmin Ribao* du 26-10-1977 :

« L' admission dans les collèges est toujours limitée. Les jeunes qui échouent à l' examen constituent la majorité. Aussi longtemps qu' ils continueront avec diligence à étudier et qu'ils chercheront à se saisir des connaissances scientifiques et culturelles, ils auront une seconde chance pour passer l' examen à l' avenir ou ils pourront suivre des études avancées dans les universités du 21 juillet et d' autres universités à mi-temps. »

Ainsi, les « meilleurs » entreront directement dans l' enseignement supérieur tandis que les autres iront grossir les rangs des travailleurs manuels qualifiés.

Je ne prétends pas que tout ce qui a été fait dans le domaine de l' enseignement au cours de la Révolution culturelle ait été « parfait » et n' appelait pas des mises au point sérieuses.

Au contraire — et je pense que c' est inévitable —, je crois (en me fiant à ce que m' ont dit des étudiants et des enseignants qui étaient en Chine au cours de ces dernières années) que certains

aspects des réformes entreprises laissent à désirer et que des *améliorations* sérieuses devaient être entreprises. Mais il me paraît clair que *ce n' est pas en revenant à la situation antérieure à la Révolution culturelle qu' on procède à des améliorations.*

Pour réaliser celles-ci, il faut d' abord dresser un large bilan public des leçons à tirer de l' expérience de la Révolution culturelle dans le domaine de l' enseignement qui exige un *large débat*. Mais ce n' est pas ce qui est fait lorsqu' on en revient à 1965, tout en déclarant qu' il faut mener à bien la révolution dans l'enseignement ».

Une telle façon d' agir relève, d' un côté, de la précipitation qui caractérise toute la campagne actuelle en faveur des « quatre modernisations ». Mais, surtout, cette façon d' agir vise à *rétablir le pouvoir des autorités académiques, à renforcer le pouvoir des intellectuels et des cadres*. A cet égard, l' importance désormais attribuée aux mathématiques est tout à fait symptomatique (car la même tendance se développe aussi en Europe occidentale et aux Etats-Unis).

Cette importance ressort de nombreux articles, ainsi que de la formule employée par Wu Wen-chiu dans le *Renmin Ribao* du 11-8-1977 :

« Le degré d'industrialisation d'un pays est pour l'essentiel en proportion directe du développement de ses mathématiques. »

Il s'agit d'une affirmation sans fondement, visant à accroître le « prestige » des connaissances mathématiques et de ceux qui les « détiennent ». Cette affirmation fait partie d'une idéologie qui met l'accent sur le rôle des intellectuels.

Elle va bien au-delà de ce qu'il est nécessaire de dire et de faire pour redonner une place suffisante aux connaissances professionnelles et théoriques, place qui avait sans doute été en partie perdue de vue au cours des années antérieures.

En définitive, les orientations concrètes prises concernant la discipline et les règlements du travail, les comités révolutionnaires d'usines, la différenciation des salaires, l'organisation de la production agricole, l'accélération de la mécanisation de celle-ci, la réforme de l'enseignement, etc., font partie du *rejet des « nouveautés*

socialistes » apportées par la Révolution culturelle, c' est-à-dire des conquêtes de celle-ci.

Aussi, on n'est pas en présence aujourd' **hi** d'un mouvement de rectification des erreurs commises au cours de la Révolution culturelle, c' est-à-dire du mouvement révolutionnaire le plus important de la deuxième moitié du xxème siècle. On est en présence d' un tentative de liquidation théorique et pratique de ce mouvement révolutionnaire.

La tentative de liquidation " théorique " de la Révolution culturelle

Sur le plan théorique, la direction du P. C. C. n'ose pas s' attaquer de front à la Révolution culturelle, car ce serait s'attaquer *ouvertement* à la ligne de Mao Tsé-toung.

Or elle prétend être fidèle à cette ligne, parce que cette prétention lui est nécessaire en vue de se construire une « légitimité ».

Cependant, si — sur le plan théorique — la direction actuelle du P. C. C. ne développe pas d'attaques frontales *ouvertes* contre la

Révolution culturelle, elle n'endéveloppe pas moins des *attaques camouflées* qui constituent des tentatives de « liquidation » théorique.

Les formes de ces attaques sont nombreuses. Je n'en mentionnerai que quelques-unes.

Une des plus significatives consiste à *nier la ligne de démarcation* que la Révolution culturelle avait introduite dans la pratique et dans la théorie du P. C. C. On sait que Mao Tsé-toung considérait cette ligne de démarcation comme fondamentale, puisque vers la fin de sa vie il déclarait avoir consacré celle-ci à deux objectifs : « chasser l'impérialisme japonais hors de Chine et renverser Tchang Kaï-tchek, d'une part, mener à bon terme la Grande Révolution culturelle prolétarienne, d'autre part ». Mao mettait ainsi sur le même pied la Révolution culturelle et la libération du pays.

Or la *direction actuelle s'efforce d'effacer la ligne de démarcation de la Révolution culturelle*. Elle ne s'y efforce pas seulement *pratiquement* (par sa politique concrète et par le retour aux postes de commandement des droitiers qui en avaient été écartés entre 1966 et 1976), elle s'y efforce aussi *théoriquement*.

Elle le fait en cessant peu à peu de parler des « *nouveautés socialistes* » issues de la Révolution culturelle. Elle le fait en plaçant formellement « *au même niveau* » ce qui a été accompli entre 1949 et 1965 et ce qui a été accompli entre 1966 et 1976, et en donnant *en fait* la *préférence* aux conceptions et aux pratiques des années 1949-1965.

Elle nie ainsi que jusqu' en 1966 la ligne politique comportait des éléments qui freinaient la marche en avant vers le socialisme et qu' *à partir de 1966 la ligne politique comportait de nouvelles orientations révolutionnaires entraînant un changement qualitatif radical, le passage à une nouvelle étape de la révolution.*

Cet effacement d' une ligne de démarcation fondamentale s' accompli par une glorification *unilatérale* de ce qui a été accompli entre 1949 et 1966. Il s' accompli aussi en attaquant les « quatre » et en leur reprochant d' avoir souligné la portée politique toute différente des changements réalisés alors et de ceux réalisés au cours des années suivantes.

A ce propos, les « quatre » sont attaqués dans ces termes :

« La bande des quatre traçait un sombre tableau de la nouvelle Chine

dans les dix-sept années après sa fondation. La bande non seulement niait qu' il y eût des nouveautés socialistes existant avant le début de la Révolution culturelle, mais demandait aussi d' agir contre ce qui avait été fait dans les années précédant la Révolution culturelle dans le but de développer des nouveautés socialistes, niant de ce fait totalement ce qui avait été réalisé dans les dix-sept années après la fondation de la République populaire de Chine. »

Toujours dans le même texte (diffusé par Radio-Pékin le 8 avril 1977), il est dit :

« Dans les dix-sept années après la fondation de la République populaire de Chine, malgré l' interférence et le sabotage de la ligne révisionniste de Liou Chao-chi, la ligne révolutionnaire du président Mao resta toujours dans une position dirigeante. »

Le but d' urtel texte n' est pas seulement d' attaquer les « quatre ». Il est, d' abord, de sous-estimer l' importance de « l'interférence » de la ligne révisionniste au cours des années 1949-1965 (et cette sous-estimation est *vitale* pour la direction actuelle qui revient à une ligne révisionniste). Il est ensuite de nier la différence fondamentale entre la

ligne révolutionnaire d' avant 1966 et la ligne révolutionnaire ultérieure. Cette différence tient au passage de la révolution à une *étape nouvelle* dont, en fait, la direction actuelle ne veut plus entendre parler.

On trouve la même volonté d' effacement d'une ligne de démarcation fondamentale dans le texte déjà cité de la circulaire du 18 septembre 1977 qui reproche aux « quatre » d' avoir « nié la prédominance de la ligne révolutionnaire du président Mao » sur le front des « sciences et des techniques depuis la fondation de la Chine nouvelle » (P.I. Du 3.10.1977).

Or une telle formulation occulte la situation qui existait entre 1949 et 1965, situation qui a précisément rendu nécessaire la Révolution culturelle.

Ainsi que je l' indiqueci-dessus, la tentative de liquidation « théorique » de la Révolution culturelle prend des formes multiples et donne lieu à des formulations très diverses. En voici quelques-unes particulièrement significatives.

Alors que pendant la Révolution culturelle, il avait été rappelé

que toute *entreprise* est un lieu où se déroule une *lutte de classes*, et que la production elle-même se déroule au sein de rapports et de contradictions de classes déterminés, on affirme désormais qu' une entreprise est avant tout « *un lieu de production* », cela en interprétant de façon unilatérale, et en l' isolant de son contexte, une phrase de Mao Tsé-toung.

Ce même thème est repris en avril 1977 par Sung Chen-ming, secrétaire du comité du parti de Tating, qui va jusqu' à dire :
« Dans l' ensemble du monde, la production est le principal souci de chaque usine, chaque pays et chaque nation. »

C' est là une formule que tous les capitalistes du monde répètent à satiété.

Sous une forme différente, le même thème est développé par la presse chinoise en novembre 1977 lorsqu'elle publie une série de textes qui *séparent mécaniquement* la lutte de classes et la lutte pour la production, qui donc nient l' articulation de ces luttes et le fait que la première domine fondamentalement l' autre.

Ainsi, il est affirmé :

« La révolution est la lutte d' une classe contre une autre et vise à changer les relations sociales des hommes ; la production est la lutte de l' homme contre la nature. Les lois gouvernant la production sont différentes des lois gouvernant la lutte de classes. » (Texte diffusé par Radio-Pékin, le 27-11-1977)

Une telle formulation passe entièrement sous silence que la « lutte contre la nature » se développe toujours dans des *conditions sociales déterminées*, au sein de *rapports de classes déterminés*, et que *la façon dont elle est menée comporte aussi des conséquences de classes*.

Tout cela, Marx l' a montré depuis longtemps, et la Révolution culturelle en a tiré des *conséquences politiques*. Mais, aujourd' hui on s' efforce de le faire oublier afin de pratiquer l' « économisme » le plus vulgaire.

Cet « économisme » est à l' œuvre dans le texte de Wang Chien publié dans le n° 6 de 1977 de *Hongqi*, où l' on trouve défendue l' idée que la transformation des rapports de production et de la superstructure, dans la Chine actuelle, doit être commandée par les exigences du « développement des forces productives » afin de « ren-

forcer la base matérielle pour la consolidation de la dictature du prolétariat ».

On en revient ici au thème du *primat du développement des forces productives*, thème justement dénoncé pendant la Révolution culturelle, et qui a servi à la bourgeoisie d' État soviétique d' arme idéologique pour étendre et consolider son pouvoir.

En réalité, ce thème du primat des forces productives est dominant tout au long des seize conférences réunies sous prétexte de discuter des *Dix Grands Rapports*. On le voit déjà en examinant le n° 1 de 1977 de *Hongqi*. Il n' yest plus question de la nécessité d' une transformation révolutionnaire des rapports de production (or cette transformation est l'objectif fondamental de la révolution ininterrompue sous la dictature du prolétariat).

Il est simplement question d' « ajuster ces parties des rapports de production » qui gêneraient le développement des forces productives, car, nous dit-on, « le but de la révolution socialiste est d' émanciper les forces productives»

On revient, ici aussi, à un économisme qui fait des forces

productives, et non de la lutte de classes, l' élément révolutionnaire fondamental ; d' où ce genre d' affirmation :

« En dernière analyse, la base économique est le facteur décisif pour le progrès social, et les forces productives sont le facteur le plus actif et révolutionnaire dans la base économique. Aussi, en dernière analyse, les forces productives déterminent les rapports de production. » (N. C. N. A., 21-9-1977.)

On retrouve donc les thèses défendues par Liou Chao-chi au VIII^{ème} Congrès du parti en 1956, thèses qui continuent verbalement à être condamnées mais que l' on répète sans le dire.

Le retour au thème de l' existence d'un « système socialiste »

Pour essayer de « fonder » théoriquement son économisme et son productivisme, et pour s' opposer à tout changement radical dans les rapports de production (donc dans la division du travail, dans les privilèges des cadres et des techniciens, etc.), la nouvelle direction du

P. C. C. revient à d' autres vieux thèmes dont la Révolution culturelle avait permis de faire la critique.

Un de ces thèmes est celui de « système socialiste ». Cette notion (qui tend à se substituer à celle de *transition socialiste*) remplit la même fonction que celle de « mode de production socialiste » dans l' idéologie de l' époque stalinienne et dans l' idéologierévisionniste soviétique.

Les commentaires consacrés aux seize conférences sur *Les Dix Grands rapports* parlent du « système socialiste » qui, dit-on, a été « *établi* » en 1956 et qu' ils' agit désormais de consolider en développant les forces productives.

Au cœur de la notion de « système socialiste », on trouve celle de « *propriété socialiste* », elle-même identifiée à la propriété d' Etat. Toutes ces *identifications* signifient que, désormais, on ne reconnaît plus l' existence d'une série de *contradictions* (ce qui est pourtant un des apports essentiels du texte de Mao sur *Les Dix Grands Rapports*) et que, même lorsque cette existence est reconnue, la *primauté* est accordée à *Vunité sur la contradiction*.

La VII^e Conférence consacrée aux *Dix Grands Rapports* affirme :
« Comme les usines sont la propriété de l' Etat, la relation entre les usines et les ouvriers a partiellement été incorporée dans la relation entre l' Etat et les ouvriers. »

Le but visé par ce galimatias « théorique » est de pouvoir affirmer que, les ouvriers étant « maîtres de l' Etat » et que l' Etat étant « maître des usines », ce sont les ouvriers qui sont « maîtres des usines ».

De la sorte, les contradictions de la transition socialiste (y compris celles signalées par Lénine dès 1921) sont simplement niées. Les ouvriers n' ont qu' à obéir aux ordres qui leur sont donnés, car ces ordres ce sont eux-mêmes qui se les donnent ! Belle dialectique, destinée à défendre les intérêts d' une bourgeoisie d' Etat !

Le même rôle fondamental attribué à la « propriété socialiste » ou à la « propriété publique » est proclamé dans bien d' autres textes.

Par exemple, lors du lancement des campagnes d' émulation le *Renmin Ribao* du 10 mars 1977 affirme tranquillement :
« Sous le socialisme, le peuple travailleur est maître de la société et les

relations en son sein sont des relations de coopération entre camarades. »

L' existence de la bourgeoisie est passée sous silence et, bien entendu, il n' est plus question de sa présence dans le parti et à la tête de nombreuses entreprises. On rejette ainsi des thèmes fondamentaux de la Révolution culturelle.

Ce refus, typiquement révisionniste, de reconnaître l' existence de la contradiction fondamentale bourgeoisie/ prolétariat permet aussi à Chi Cheng d' écrire dans le n° 3 de 1977 de *Hongqi* :

« Dans les entreprises socialistes, la classe ouvrière est le maître. Les intérêts fondamentaux des ouvriers, des cadres et des techniciens sont identiques. Leurs relations sont des relations d' aide et de coopération entre camarades. En même temps, à cause de la division du travail, il reste des différences entre le travail manuel et intellectuel, et subsistent quelques contradictions. Ce sont des contradictions au sein du peuple. »

Ainsi est niée la lutte de classe de même que la portée décisive de la lutte pour surmonter la contradiction entre travail manuel et

travail intellectuel.

Cependant, il n'est pas si facile d'« effacer » dix années d'enseignements de la Révolution culturelle. En particulier, il n'est pas facile de faire oublier ce qui a été dit pendant ces années, notamment par Tchang Tchouen-kiao qui a abordé de front (même si ce n'est pas toujours avec une clarté suffisante) certains des problèmes posés par la prétendue « propriété socialiste ».

Quelques « théoriciens » ne peuvent donc faire autrement que de rappeler, en les déformant pour les critiquer, certains textes de Tchang. Tel est le cas de l'article paru dans le n° 5 de 1977 de *Hongqi*, dans lequel Lin Chin-jan s'attaque à des remarques développées par Tchang Tchouen-kiao, dans son texte publié en 1975 et intitulé *La Dictature intégrale sur la bourgeoisie*. On sait, en effet, que dans ce texte Tchang essaie de exterminer la nature des *limites* que connaît la transformation socialiste de la propriété en Chine, limites signalées par la formule, couramment utilisée, selon laquelle cette transformation est réalisée « pour l'essentiel ».

En analysant ce problème, Tchang fait un sérieux pas en avant,

car il souligne les aspects juridique et formels de cette transformation. Il met en lumière la nécessité d' une transformation révolutionnaire des *rapports de production* et résume ainsi un des objectifs centraux de la Révolution culturelle.

[Reconnaître ces apports essentiels de Tchang ne doit évidemment pas faire oublier les points faibles de ses analyses (points faibles qui signalent quelques-unes des limites auxquelles s' est objectivement heurté le développement du marxisme en Chine). Un de ces points faibles est l' incapacité à poser la perspective d' une véritable appropriation sociale grâce à la transformation révolutionnaire des rapports de production. Au lieu de cette perspective est proposée la généralisation de la propriété d' Etat (dite abusivement « propriété du peuple tout entier »), alors que celle-ci ne fait que reconduire la séparation des producteurs immédiats de leurs moyens de production.

De même, Tchang ne voit pas qu' à partir du moment où la propriété d' Etat prédomine le risque principal d' un développement capitaliste se situe dans le développement de rapports bourgeois au sein du secteur d' Etat et non plus dans la petite production marchande.]

C' est précisément à cet objectif central de la Révolution culturelle et aux formulations théoriques qui lui correspondent que s' enprend Lin Chin-jan dans l' article ci-dessus cité. Pour mener à bien son attaque, Lin Chin-jan parle de *l' achèvement fondamental* » de la transformation socialiste de la propriété, et affirme qu' à la suite de cet achèvement « fondamental » la lutte de classes doit se développer avant tout sur les fronts idéologiques et politiques. Ainsi, Lin Chin-jan tire un trait sur *ce qui est déterminant : la lutte menée par les travailleurs eux-mêmes en vue de transformer les procès de travail et de production et, donc, les rapports de production.*

Il préconise de substituer à la lutte de classes telle qu' elles' est développée pendant la Révolution culturelle (lutte qui concernait les différentes formes de la division sociale du travail) une « *lutte d'idées* ». La lutte entre l' « idéologie moderniste » et les vestiges d' idées « anciennes ». Cet abandon de la lutte de classes implique la transformation du marxisme en son contraire.

Il permet à la bourgeoisie d' Etat de s' attaquer à ce que les travailleurs peuvent exiger, en affirmant qu'il s' agit de demandes «

incompatibles avec le développement des forces productives », et qui s'expliquent par le fait que ces travailleurs seraient encore soumis à l'influence des « idées bourgeoises et petites-bourgeoises ».

La suite de l'article de Lin Chin-jan découle du caractère économiste de ses thèses. De sa conception d'une transformation socialiste « fondamentale » de la propriété, il tire la conclusion que l'aspect principal de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat consiste à développer une « puissante base matérielle ».

Tout cela aboutit à substituer la lutte pour la production à la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie et à préconiser que la lutte pour la production soit dirigée par les experts et les techniciens. En suivant cette voie, on ne peut que renforcer la division capitaliste du travail et les rapports de production capitalistes non encore détruits.

Il semble bien que nombre de travailleurs chinois et de cadres du parti ne se laissent pas abuser par ces conceptions révisionnistes et économistes. Aussi les idéologues au service de la direction actuelle reviennent-ils régulièrement sur les problèmes soulevés par l'article cité de Tchang Tchouen-kiao.

' est le cas, par exemple, de l' article de Wang Houei-teh intitulé « Pourquoi Tchang Tchouen-kiao parlait-il tant du problème de la propriété ? » (*P. I.*, n° 1 de 1978)

Dans cet article, Wang Houei-teh reproche à Tchang Tchouen-kiao d' avoir utilisé en 1975 une phrase prononcée par Mao en avril 1969 et dans laquelle Mao déclarait :

« A ce qu' il me semble, si l' on ne fait pas la Grande Révolution culturelle prolétarienne, ça n' ira pas, car notre base n' est pas solide.

A en juger par ce que j' ai observé — ne disons pas dans la totalité ni l' écrasante majorité, mais, je le crains, dans une majorité assez grande des usines —, la direction n' est pas entre les mains de vrais marxistes ni des masses ouvrières. »

Selon Wang, il n' ya plus désormais à se préoccuper du problème de la direction des entreprises, car grâce à la Révolution culturelle ce n' est plus que « dans un nombre infime d' usines que la direction n' est pas aux mains du prolétariat », si bien que, le pouvoir d' Etat appartenant aussi à la classe ouvrière, le problème de la propriété socialiste serait « résolu ».

L'argumentation de Wang soulève une série de questions.

D'abord, celle du personnel dirigeant des entreprises d'Etat. Cette question est posée explicitement par Wang qui affirme que, grâce à la Révolution culturelle, elle est définitivement tranchée d' **ne** façon favorable au socialisme. Mais d' où Wang tire-t-il cette « certitude » ?

Entre 1969 et 1975, et à plus forte raison de 1976 à 1978, ne s' est-~~il~~ pas passé beaucoup d' événements à savoir le retour en masse des droitiers éliminés par la Révolution culturelle, ce qui conduit à penser qu' **aujourd'** hui la situation est plus mauvaise qu' en 1969 ?

Ensuite, lorsque Mao observe que les *usines ne sont pas* « *entre les mains de la classe ouvrière* », il a en vue une *transformation des rapports sociaux* (concrétisée par des *formes de direction et de gestion*) qui permette à la classe ouvrière de « *prendre en main* » les usines. Or, il est clair (avec le dépérissement des comités révolutionnaires d' usines des groupes de gestion ouvrière, des groupes de triple union, etc.) que le problème de l' **ap**ropriation des usines par la classe ouvrière est encore plus loin d'être résolu en 1975, et à plus forte

raison en 1977, qu' en 1969.

Enfin, le problème de la propriété socialiste est aussi celui de la nature de classe du pouvoir d'Etat. Or, Tchang Tchouen-kiao s' efforce de poser ce problème de façon dialectique (je ne dis pas qu' il y parvienne tout à fait) en montrant que la *nature de classe du pouvoir n' est pas fixée une fois pour toutes*, qu' elle est déterminée par la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, lutte qui se développe au sein du parti, si bien que le pouvoir n' est jamais « purement prolétarien » et peut passer entre les mains de la bourgeoisie d' Etat (ce que Mao aussi a dit lorsqu' il a déclaré que le P. C. C. pourrait éventuellement se transformer en un « parti fasciste »).

Mais Wang se refuse — et pour cause — à poser ainsi ces problèmes. Pour lui, la question du pouvoir et celle de la propriété sont « résolues », et il prétend le « démontrer » en recourant de façon tautologique à des citations, qu' il interprète d' ailleurs à sa façon.

Cela donne le « raisonnement » suivant :

« Premièrement, la Chine est un pays socialiste, c' est-à-dire que la nature de notre société est socialiste et non pas capitaliste.

Deuxièmement, la base économique de notre société, qui était autrefois la propriété privée du féodalisme, du capitalisme et des petits producteurs, est devenue la propriété publique socialiste.

Troisièmement, nous devons veiller à ce que le pouvoir du parti et de l'Etat ne tombe pas dans les mains des conspirateurs et des arrivistes bourgeois du genre de Lin Biao. La Chine est un pays de dictature du prolétariat. »

On est ici en présence d'une série d'affirmations et non d'une démonstration.

Les deux premières affirmations supposent tranchée la question de la « propriété socialiste ». La dernière laisse entièrement ouverte la question de savoir *a)* quels éléments de domination bourgeoise existaient en 1975 : de quelle façon la dictature du prolétariat se combinait avec son contraire ; *b)* si, après les événements d'octobre 1976 et l'instauration du pouvoir du groupe Houa Kouo-feng et Ten Hsiao-ping, la nature de classe de l'Etat ne se trouve pas transformée.

Le problème de la nature des rapports de propriété et des formes d'appropriation peut être résolu qu'à partir d'analyses

concrètes portant sur l' ensemble des questions évoquées ci-dessus ; c' est ce que Tchang Tchouen-kiao a essayé de dire dans son article ; c' est ce que ne peuvent admettre les idéologues de la direction actuelle, pour lesquels il n' ya pas de problème : la propriété d' Etat est « socialiste » et les ouvriers n'ont qu' à « travailler dur » et « obéir aux ordres » pour renforcer et étendre cette propriété. Une telle thèse est la négation des enseignements de la Révolution culturelle. Elle sert les intérêts de la bourgeoisie d' Etat.

Encore un mot sur cette question, afin de noter combien domine aujourd' hui une conception purement juridique (c'est-à-dire *antimarxiste*) de la « propriété socialiste ».

On trouve un exemple de cette dominance dans la série des articles de Siué Mou-kiao (Cf. *P. I.*, n^{os} 45 à 52 de 1977), dans lesquels cet auteur va jusqu' à dire qu' en 1953 il a suffi que l' Etat transforme des entreprises capitalistes privées en entreprises mixtes en y investissant des capitaux, en prenant en main les fournitures et les ventes et en y envoyant un directeur pour que celles-ci deviennent « aux trois quarts

socialistes (*P. L.*, du 26-12-1977, p. 11) ».

C' est là une pure caricature du marxisme et qui illustre bien la nature du « marxisme » pratiqué par l' actuelle direction du P. C. C.

Les rapports agriculture / industrie et industrie lourde/industrie légère

Le même abandon du marxisme pour une caricature du marxisme apparaît à propos du problème des rapports agriculture/industrie et industrie lourde/industrie légère. Cet abandon s' effectue dans une extrême confusion, en raison de la « fidélité » *formelle* affichée par l' actuelle direction du P. C. C. à la ligne politique de Mao Tsé-toung, « fidélité » qui entre en contradiction avec sa pratique réelle.

Le résultat est à peu près le suivant (comme le révèle, par exemple, le compte rendu de la III^e Conférence consacrée aux *Dix Grands Rapports*, compte rendu diffusé par Radio-Changhaï le 10-2-1977). D'une part, les priorités admises par le P. C. C. sous la direction de Mao Tsé-toung sont réaffirmées, dans l' ordre de priorité :

agriculture - industrie légère - industrie lourde.

D' autre part, l' accent est mis sur la « loi économique objective de l' accroissement prioritaire des moyens de production » (qui est en réalité une loi de développement du capitalisme), tandis que le *développement de l' agriculture est envisagé avant tout du point de vue de sa contribution à l'accumulation du capital*. Ces points sont repris et accentués dans le compte rendu de la IV^e Conférence (Radio-Pékin du 3-2-1977) consacrée à la voie soviétique d' industrialisation.

On y fait l' louge de cette voie en ne critiquant que le caractère « unilatéral » de la priorité donnée à l' industrie lourde aux dépens de l' agriculture. On y néglige complètement le problème de l'équilibre des échanges entre produits agricoles et produits industriels.

En bref, ici encore, on en revient à une conception économiste et productiviste qui est l' expression « théorique » de la *ligne* actuelle. Dans ce domaine, on retourne *en deçà non seulement de la Révolution culturelle mais même des conceptions qui prévalent en Chine à partir de 1956*.

Les « rythmes » de développement

Sur le plan des rapports de classes, ce retour en arrière est lié au renforcement des positions de l' intelligentsia, des cadres et des spécialistes, c' est-à-dirè de la bourgeoisie d' Etat (j' essaierai plus loin, dans cette lettre, de m' interroger sur les conditions qui ont rendu ce renforcement possible). Ce renforcement se traduit par l' importance de plus en plus grande accordée au « *rythme* » de développement.

Cette question est au cœur des préoccupations des dirigeants actuels. De façon significative, les organes centraux de la presse chinoise en font le thème principal de leur éditorial commun du jour de l' An 1978.

On peut y lire des phrases comme celles-ci (qui avaient disparu de la presse chinoise depuis la Révolution culturelle) :

« Le rythme de l'édification n' est pas seulement un problème économique, mais un problème politique brûlant. Pourquoi dit-on que le régime socialiste est un régime supérieur ? C' est au fond parce

qu'il permet de réaliser une productivité et des rythmes de développement de l'économie plus élevés que ceux du capitalisme. [...]

Il s'agit maintenant d'assurer à notre édification un rythme accéléré sans nous endormir sur nos lauriers. [...] Accélérer le rythme de l'édification économique, c'est un impératif de développement de la lutte de classes. » (*P.I.*, n° 1 de 1978, p. 11-12.)

Ainsi, *l'accélération* du « rythme de développement » est prétendument « déduite » des exigences de la lutte de classes. En fait, il s'agit d'essayer de *substituer la lutte pour la production à la lutte de classe des travailleurs*, c'est-à-dire *d'assujettir ces derniers aux « impératifs » des rythmes, d'exiger d'eux toujours plus de travail et de discipline.*

L'accent mis ainsi sur les rythmes a une double signification, au niveau des rapports de classes. D'une part, comme je l'ai dit, il *traduit* le renforcement des positions de l'intelligentsia, des cadres et des spécialistes. D'autre part, il est *un moyen de contribuer à un renforcement ultérieur de ces positions.* Cela non seulement en assujettissant les ouvriers et les paysans à une discipline du travail et à

des normes de production de plus en plus sévères, mais aussi en faisant apparaître comme « nécessaire » le rôle dirigeant de l' intelligentsia et des spécialistes.

A cet égard, l' éditorial précédemment cité est également significatif : il accorde une importance centrale aux intellectuels, à l' enseignement et à l' acquisition des connaissances scientifiques.

De cette façon, *l'accent mis sur l'accélération des rythmes sert aussi d' « argument » pour s' attaquer à la réforme de l'enseignement réalisée au cours de la Révolution culturelle.*

Au niveau des rapports de production, l' accent mis sur une accélération des *rythmes* implique (dès lors que cette accélération n' est pas liée à la révolutionnarisation des rapports de production mais au rôle accru d' une « science » concentrée entre les mains de « spécialistes ») une *domination croissante* de la reproduction élargie capitaliste, donc un *accroissement du taux d' accumulation* et des exigences de l' *autovalorisation du capital*.

Cela implique la *soumission des travailleurs aux exigences du profit*. Dans la *voie capitaliste* sur laquelle on s' engage ainsi, on

rencontre nécessairement les *limites mêmes de l'accumulation capitaliste*. Celles-ci rendent inévitables des *crises économiques* qui se répercuteront gravement sur le niveau de vie des masses et sur l'ampleur ultérieure du développement des forces productives.

L'expérience soviétique montre que ces crises se développent dans des conditions spécifiques. Elles n'ont pas moins réelles. Je n'ai pas la place de traiter ici du fond de ce problème que j'examine en détail dans le tome III, en cours de rédaction, de mon livre sur *Les Luttes de classes en U. R. S.S.*

L'accent mis désormais sur l'« accélération des rythmes » appelle encore quelques remarques.

En premier lieu, cet accent correspond au *mot d'ordre productiviste* lancé par Staline au cours des années 1930 : « *Les rythmes décident de tout.* » Or la mise en œuvre de ce mot d'ordre a conduit aux graves crises de 1932-1933 et 1936-1937. Ces crises ont été accompagnées de *convulsions politiques* sans précédent et, à partir de 1938, d'un *changement fondamental dans le recrutement même du parti*. Ce recrutement s'effectue très majoritairement au sein

de l' intelligentsia, parmi les cadres, les techniciens et les spécialistes.

En second lieu, il faut souligner que, pour justifier de son orientation productiviste, la direction actuelle invoque non seulement la prétendue exigence de principe, pour le « régime socialiste », de réaliser « des rythmes de développement plus élevés que ceux du capitalisme », mais aussi une prétendue nécessité de « mettre fin à la longue stagnation, voire à la régression de l'économie nationale » qu' elle attribue à l' action des quatre ».

Or, cet « argument » est une contre-vérité flagrante. *Il n' y a pas eu de longue stagnation ou régression de l' économie nationale.* Entre 1965 (dernière année avant la Révolution culturelle) et les dernières années pour lesquelles on dispose de quelques estimations, il n'y a pas de stagnation. La production d' électricité est passée de 42 à 108 milliards de kilowatts/heure (en 1974), la production d' acier de 12,5 à 23,8 millions de tonnes (1974), celle de charbon de 220 à 389 millions de tonnes (1974), celle de pétrole de 10,8 à 75 à 80 millions de tonnes (1975) (les chiffres ci-dessus figurent dans un article paru dans le n° de juin 1977 de *China Quaterly*, p. 362-364 et p. 382).

Parler d' une *longue* période de stagnation et même de régression est en complète contradiction avec la réalité. Cela vise simplement à calomnier la Révolution culturelle elle-même.

L'augmentation de la production est encore plus considérable en ce qui concerne la production de machines. Globalement, l' indice représentatif de cette production (base 100 en 1957) est passé de 257 en 1965 à 1 156 en 1975. Cela d' après une source aussi peu « amicale » à l' égard de la République populaire que l' annuaire de la C. I. A. ! (Cf. U. S. C. I. A., *People' s Republic of China : Handbook of Economic indicators*, août 1976, p. 1, cité d'après *Est-Ouest*, n° 4 de 1977, p. 97. D' après cette même source, la production de tracteurs (par 1 000 unités de 15 cv) est passée entre ces dix années de 23,9 à 180 et celle de navires marchands de 50 600 à 335 600 tonnes métriques.)

Certes, en 1975-1976 des difficultés sont apparues, mais il s'agit de *difficultés politiques* liées à l' acuité de la lutte entre la ligne révolutionnaire et la ligne révisionniste de Teng Hsiao-ping. Il s' agit aussi — pour le second semestre de 1976 — de difficultés liées au tremblement de terre de Tangshan. Attribuer les problèmes qui se

posent alors « aux interférences et au sabotage de la bande des quatre » déforme complètement la vérité. En fait, les « quatre » n' ont jamais « contrôlé » l' économie aussi, s'il y a eu « sabotage », on peut suspecter que la responsabilité en incombe à ceux qui avaient la haute main sur la production, soit qu' ilsaient voulu pouvoir ensuite accuser les « quatre » de leurs propres méfaits, soit que leur comportement à l' égarddes travailleurs ait provoqué le mécontentement de ceux-ci ; d' oùdiverses manifestations de mécontentement, y compris des grèves auxquelles il a pu être juste que les « quatre » apportent leur soutien. En tout cas, c'est un raisonnement typiquement bourgeois que d' affirmer que, lorsqu' ily a des grèves, la responsabilité en incombe à des « meneurs ».

Quoi qu' il en soit, même avec les difficultés ci-dessus mentionnées, ceux des résultats que l' onpeut évaluer pour 1976 ne correspondent pas à une « longue stagnation » ou « régression ». Ainsi, en 1976, malgré le tremblement de terre, la production de charbon est estimée à 430 millions de tonnes, la production de pétrole a augmenté de 13 % et celle de gaz naturel de 11 %. Au cours du premier trimestre

de 1976, la production industrielle globale aurait progressé de 13,4 %, et de 7 % au deuxième trimestre (par rapport aux trimestres correspondants de 1975) (China Quarterly également). A ma connaissance, il n' ya pas d'estimations disponibles pour la seconde moitié de 1976.

Il est possible qu' enraison des événements de 1976, certaines productions aient *momentanément* reculé, mais cela n'a rien à voir avec une longue période de stagnation ou de régression.

Les remarques précédentes n' impliquent nullement *qu' une certaine accélération des rythmes ne soit pas souhaitable et possible, mais cette accélération ne sera pas obtenue de façon durable par l' abandon desorientations fondamentales de la Révolution culturelle et par la réduction complète de la lutte de classe à la lutte pour la production.*

En réalité, cette réduction correspond à l' asservissement des travailleurs aux objectifs de la bourgeoisie luttant pour l' augmentation du profit. Elle implique la renonciation des travailleurs à la lutte pour la transformation révolutionnaire des rapports de production et de

l' ensemble des rapports sociaux.

L' idéologie révisionniste de la neutralité des sciences et des techniques

Les effets de la transformation du marxisme en son contraire, qui caractérise l' idéologie de l' actuelle direction du P. C. C, s' observent évidemment dans tous les domaines. Il en est un, cependant, qu' il me faut plus particulièrement mentionner : celui des sciences et des techniques. Dans ce domaine, l' idéologie des adversaires de la Révolution culturelle se caractérise par sa présentation des sciences et des techniques comme socialement « neutres. »

Elle nie ainsi que la façon dont les sciences et les techniques se développent dépend des rapports de classes dominants, et que la mise en œuvre de diverses techniques comporte aussi des *effets de classes déterminés*. Tel est le cas, évidemment, des techniques développées dans les pays impérialistes. Celles-ci ne peuvent généralement pas être purement et simplement « adoptées » pour servir à un développement dans la voie du socialisme, il faut aussi qu' elles soient

transformées. Cette nécessité était largement reconnue pendant la Révolution culturelle. Aujourd' hui, on s' efforce de l' «**olier**».

Le point extrême de la négation du caractère de classe des techniques est atteint lorsqu' il s' agit des «**techniques** de gestion».

Par exemple, le *Renmin Ribao* du 22 mars 1977 critique la formule selon laquelle dans la gestion il faut faire attention à trois aspects : « la ligne, la direction et les relations mutuelles ». Il critique cette formule car, dit-il, elle ne mentionne pas « la question la plus importante, le développement des forces productives ».

Certes, la question du développement des forces productives est importante, mais déclarer qu' elle est *la plus importante, c'est la faire passer avant les rapports de classes*, donc adopter une position productiviste.

Il faut d'ailleurs souligner que, dans l' effort que font les idéologues actuels pour écarter la question essentielle des rapports de classes, le critère de « scientificité » occupe une place centrale.

Ainsi, ce même article du *Renmin Ribao* insiste :
« Il est nécessaire d' avoir une attitude scientifique dans la gestion des

entreprises modernes. [...] Dans la gestion des entreprises modernes, il est nécessaire d' avoir un ensemble de méthodes scientifiques. »

Le texte qui rend compte de la XV^e Conférence consacrée aux *Dix Grands Rapports* (Radio-Pékin du 14-2-1977) va jusqu' à affirmer qu' il faut retenir « ce qu' il y a de scientifique » dans les « techniques avancées des pays capitalistes » en ce qui concerne « la gestion des entreprises ». Une telle formulation suppose que la gestion capitaliste relève d' une science universelle », et *que la classe ouvrière peut gérer les unités de production de la même façon que des entreprises capitalistes.*

Il faut noter que le texte du *Renmin Ribao* se réfère à une citation plus que douteuse des *Dix Grands Rapports*, plus que douteuse car visiblement falsifiée et mise « au goût du jour ».

En effet, dans la version aujourd' hui officiellement diffusée des *Dix Grands Rapports*, on peut lire la phrase suivante (dont divers aspects ne correspondent ni au style de Mao Tsé-toung ni à la façon dont il pose les problèmes) :

« Nous devons rejeter et critiquer résolument le système et l' idéologie pourrie de la bourgeoisie des pays étrangers. Cependant, cela ne nous empêche pas d' apprendre les sciences et les techniques avancées des pays capitalistes ainsi que ce qu' il y a de scientifique dans la gestion des entreprises. »

Or, la version des *Dix Grands Rapports* diffusée par les gardes rouges pendant la Révolution culturelle s' exprime tout autrement sur cette question. Elle ne comporte pas de formule stéréotypée sur « l' idéologie pourrie de la bourgeoisie » et *ne dit rien du caractère « scientifique » de la gestion des entreprises de ces pays* ; Mao Tsé-toung s' y exprime beaucoup plus simplement (le texte diffusé par les gardes rouges se trouve dans le n° 1 de novembre 1972 de la revue *Communisme*, p. 95 et dans MAO TSÉ-TOUNG, *Textes, 1949-1958*, Editions du Cerf Paris, 1975, p. 190.).

Visiblement, le texte de Mao Tsé-toung a été modifié dans le but de pouvoir « justifier » le recours aux méthodes de gestion capitalistes en se couvrant de son autorité. La direction actuelle du P. C. C. entre

ici dans la même voie que les révisionnistes soviétiques qui « apprennent à gérer » auprès des *business schools* des Etats-Unis.

La mise au goût du jour du texte de Mao Tsé-toung que je viens de signaler n'est pas un fait isolé. Il s'agit d'une des pratiques systématiques de la nouvelle direction. Ainsi, *dans la version actuelle des Dix Grands Rapports, une phrase a été introduite qui ne figure pas dans les versions antérieures* et qui insiste sur la nécessité d'un fort centralisme, *ce qui va à l'encontre de l'accent mis par Mao sur la décentralisation.*

Cette phrase est la suivante :

« Pour édifier un Etat socialiste puissant, il faut assurer à l'autorité centrale une énergique direction unique. » (*Les Dix Grands Rapports*, Edition de Pékin, p. 17)

D'une façon générale, *l'idéologie acceptée aujourd'hui par la direction du P. C. C. — et qui est en contradiction avec les thèses de Mao Tsé-toung développées pendant la Révolution culturelle — est caractérisée par sa tendance à présenter comme « neutres » les sciences et les techniques ainsi que les forces productives. L'idée qu'il*

existe un *développement socialiste* et un *développement capitaliste* des forces productives et que le premier est celui qui favorise le contrôle des travailleurs sur les moyens de production a complètement disparu. Désormais, on ne parle plus qu' entermes généraux de « développement des forces productives ».

Cela se relie étroitement à la thèse selon laquelle, du moment que le « système socialiste existe », tout ce qui développe sa « base matérielle » renforce le « socialisme ».

Dogmatisme et révisionnisme

Il serait possible de poursuivre longtemps encore l' examen des thèmes idéologiques à l' aidèdesquels la direction actuelle du P. C. C. essaie de « justifier » le recours à des pratiques révisionnistes, à des pratiques qui n' ontplus rien de commun avec la Révolution culturelle. Cependant, poursuivre cet examen ne me paraît pas indispensable, car ce qui précède est suffisamment probant. Je veux donc simplement terminer cette partie de ma lettre en soulignant que

le révisionnisme actuel en Chine associe des pratiques étroitement empiristes à une idéologie dominée par le dogmatisme.

Ce dogmatisme se manifeste par le fait *qu' au lieu de procéder à une analyse concrète des réalités sociales et politiques, on procède par des affirmations et par l' utilisation de citations des « classiques » du marxisme et de Mao Tsé-toung, mais en les isolant de leur contexte ; en outre, comme nous l' avonsvu, ces références sont parfois même déforméesou inventées.*

D' ailleurs, aucun compte n' est tenu du développement des conceptions théoriques de ceux qui sont cités. Ainsi, les textes de Mao Tsé-toung antérieurs à la Révolution culturelle sont mis sur le même pied que ceux de la Révolution culturelle. Plus exactement, *les textes les plus anciens sont privilégiés par rapport aux plus récents.* Ce n' est évidemment pas par hasard : les textes les plus récents sont riches de toute une expérience de la lutte contre la bourgeoisie dans le parti, expérience fort gênante pour la direction actuelle.

Enfin, le dogmatisme de la période qui s' ouvre en 1976 est caractérisé par la volonté de présenter des problèmes théoriques

fondamentaux comme « résolu », ce qui vise à s'opposer à ce que les analyses progressent dans la voie ouverte depuis la Révolution culturelle.

A cet égard, il est hautement significatif qu'il ait pu être affirmé que Mao a « fondé la théorie complète et agissante de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat » (Article de Wou KIANG dans le *Renmin Ribao* du 17 septembre 1977).

Dire que la théorie est « *complète* », c'est plus autoriser que des *commentaires* de cette théorie, c'est avancer une proposition métaphysique qui interdit tout approfondissement et toute recherche nouvelle. C'est chercher à stériliser la théorie et à la faire dépérir, car une théorie qui n'avance pas recule.

En fait, il s'agit d'une tentative visant à utiliser la théorie de Mao Tsé-toung contre lui-même. Il n'y a pas loin de la formule de la « théorie complète » de Wou Kiang à celle de l'« autorité absolue de la pensée de Mao Tsé-toung » de Lin Piao.

Ainsi, à tous les niveaux, on est en présence d'un « bond en arrière ». On ne peut contester cela que si l'on ne veut pas regarder

la réalité en face, soit parce que l' on ressent, sans vouloir se l' avouer, que cette réalité oblige à poser des problèmes que l' on croyait « résolus », soit que l' on préfère se refuser à admettre que ces problèmes existent (et je crois que vous êtes dans ce cas, cher Neil Burton).

Ou, encore, on conteste ce « bond en arrière » parce qu' on a toujours considéré, ou que l' on considère désormais, que la Révolution culturelle était « nuisible ». Tel est, je pense, le point de vue fondamental de la majorité des dirigeants actuels qui glorifient unilatéralement les réalisations des dix-sept premières années de la République populaire de Chine (1949-1966) et ne disent pratiquement plus rien de la *nouvelle étape révolutionnaire* qui s' est ouverte en 1966. Certes, ils n' osent pas *renier de façon expresse et ouverte* dix années de la révolution chinoise (1966-1976), mais leur silence même sur la portée révolutionnaire de ces années confirme qu' ils se placent sur les positions de la bourgeoisie.

La situation actuelle étant celle que j' ai dite, il reste à comprendre *comment on en est arrivé là*. Cette question est essentielle, car les réponses qu' on lui donne comportent des

enseignements pour le présent et pour l' avenir.

En fait, cette question comporte plusieurs aspects. Le premier a un caractère essentiellement événementiel. Il concerne les conditions politiques les plus immédiates de la défaite de la « ligne révolutionnaire », défaite qui est apparue ouvertement au lendemain de la mort de Mao Tsé-toung. La connaissance de ces événements (qui ne peut d' ailleurs actuellement être que fragmentaire) ne nous renseigne d' ailleurs pas sur les causes profondes de cette défaite.

Elle n' enest pas moins nécessaire à la compréhension des caractéristiques de la situation actuelle.

Remarques sur la signification de l' expression « ligne révolutionnaire »

Avant de passer à l' examendes conditions de la défaite de la « ligne révolutionnaire », je crois nécessaire de présenter un certain nombre de remarques sur la signification qu'il convient d' attribuerà l' expression ainsi placée entre guillemets.

Ces remarques sont indispensables, car l' xpression peut être

trompeuse, et elle l'est encore davantage lorsqu'on « personnalise » cette ligne en l'appelant « ligne politique de Mao Tsé-toung ».

En effet, à aucun moment une ligne politique effective ne « matérialise » les orientations de principe données par les instances suprêmes d'un parti, même centralisé, ou par le dirigeant placé au sommet de ce parti. La ligne politique *effective* dépend toujours des forces sociales (des classes ou des couches sociales ou des éléments issus de ces classes et de ces couches) qui *lui donnent vie*.

Elle ne correspond qu'en partie aux orientations de principe dont elle se réclame, car elle est fortement marquée par les aspirations et les intérêts propres de ces forces sociales ; les aspirations de ces dernières dépendent, entre autres, de la représentation qu'elles se font des « intérêts collectifs ». Une telle représentation est nécessairement affectée par la *place* que ces forces occupent dans le système des rapports sociaux.

Cela implique qu'il peut exister un écart plus ou moins considérable entre la ligne politique de principe, énoncée par les instances dirigeantes d'un parti, et la ligne politique effective. Celle-ci

dépend fondamentalement des forces sociales qui lui donnent son contenu réel, et dont elle matérialise les intérêts, les aspirations et les représentations.

Il est donc erroné d'identifier la ligne politique effective d'un parti aux orientations d'un dirigeant ou d'une instance dirigeante. Une telle ligne n'est pas la forme que prendraient des « directives ».

Elle est le résultat d'une *intervention* idéologique et politique dans un *procès objectif*. Elle peut modifier le cours de ce procès mais seulement à l'intérieur de *limites* imposées par les rapports de forces entre les classes, rapports sur lesquels elle exerce une action qui est loin d'être « souveraine ».

L'identification, par la pratique politique, d'une ligne effective aux orientations données par une instance ou un dirigeant politique (alors même que cette ligne *diverge* plus ou moins profondément des orientations en question) ne relève pas nécessairement du « stratagème » ou de la « tromperie » systématique. Elle est déterminée par les conditions dans lesquelles se déroulent les luttes politiques lorsque la seule politique officiellement « légitimée » est celle définie par une

instance suprême.

Ainsi, le P. C. C. affirme que la ligne politique mise en œuvre en Chine depuis la fondation de la R. P. C est la ligne « arrêtée par le parti et le président Mao », c' est-à-dire la « ligne fondamentale » du parti. Cette ligne est ainsi censée avoir été « appliquée » aussi bien à des époques où Liou Chao-chi ou Lin Piao disposaient de pouvoirs considérables.

Même pour ces époques, on dit, en général, que la « ligne fondamentale » a été appliquée « pour l' essentiel », cela malgré les « interférences » d' une « ligne hostile », ou le « sabotage » de la ligne officielle.

De la sorte, les *divergences* entre les orientations officielles et la ligne effective sont tout à la fois reconnues et niées.

Les confusions qui en résultent tiennent à la démarche même (qui est, en fait, de caractère idéaliste) par laquelle la ligne politique effective est référée en priorité à un « système d'idées », et de décisions prises « au nom de ces idées », au lieu d' être explicitement référée aux *forces sociales* qui donnent corps à la ligne politique effective. Dans

l'histoire immédiate, il est vrai, une telle démarche est souvent inévitable, car la *mise au jour* des *forces sociales* qui donnent corps à une ligne politique n' est pas toujours possible.

Ces remarques ne concernent pas la seule histoire politique de la R. P. C. Elles concernent toutes les formations sociales dans lesquelles la ligne politique réelle est *censée être définie et fixée par les instances suprêmes d' unparti dirigeant*, et où elle apparaît comme étant ainsi fixée.

Cette apparence, liée à l' existence de certains rapports politiques, peut donner naissance au *mythe* d' une « direction unique » et du « monolithisme », ou, symétriquement, au *mythe* du « *totalitarisme* ».

Le parti soviétique a aussi constamment rencontré le problème, à la fois *faux et réel*, des « divergences » entre la ligne politique *proclamée* et la ligne politique *effective*, ce qui est couramment désigné par le terme de « *rupture* ». Selon les époques, cette « rupture » est imputée aux « insuffisances du travail d' organisation

» (par exemple en 1934, au XVII^e Congrès du parti soviétique, alors que l' on déclare que « l' organisation décide de tout » (Cf. le compte rendu en russe du XVII^e Congrès, Moscou, 1934, notamment p. 33 et p. 619)) Plus tard, cette « rupture » est imputée à l' action des « ennemis », au « sabotage », aux « survivances du passé », etc.

Mais peu importe, ce qui compte c' est la reconnaissance explicite de la contradiction entre la ligne de principe et la ligne effective (contradiction désignée par le terme de « rupture ») et l' incapacité de « penser » cette contradiction en termes de forces sociales réelles.

Si nous revenons à la ligne politique qui a effectivement prévalu au cours de la Révolution culturelle, nous devons donc souligner que celle-ci (qui, dans son ensemble, n'a pas été désavouée par Mao Tsé-toung, bien qu' il en ait critiqué de nombreux aspects) est autre chose que la simple « matérialisation » des orientations politiques énoncées dans les résolutions du P. C. C. et dans les œuvres de son président.

Pour bien comprendre la nature sociale réelle et complexe de

cette ligne, il faudrait céder à une analyse *différenciée* qui n' est pas possible pour le moment. Seule une telle analyse pourrait faire apparaître quelles sont les *forces sociales* (les *classes* et les *fractions de classes*) qui sont réellement « intervenues » — socialement ou idéologiquement — sur la scène politique.

Ces forces sociales ont été les « *agents* » *de ce qui se manifeste comme la ligne politique de Mao Tsé-toung* : elles ont largement déterminé le *contenu effectif* de cette ligne.

C' est donc seulement *avec de nombreuses réserves* que l' on peut employer l'expression de « ligne politique de Mao Tsé-toung » pour désigner la ligne qui a dominé de 1966 à 1976.

On ne doit d'ailleurs pas perdre de vue que l' utilisation du nom d' un dirigeant pour qualifier une ligne politique comporte de nombreuses conséquences négatives.

En effet, lorsqu' ils' agit d' un dirigeant respecté, une telle utilisation de son nom peut être très intimidante.

Elle tend à décourager l' analyse critique de la ligne politique, à créer une situation dans laquelle un « *argument d' autorité* » se substitue à

un examen approfondi des faits et des principes. Cette substitution peut entraîner des conséquences profondément nuisibles.

Elle contribue à créer une atmosphère dans laquelle ce que disent certains dirigeants est considéré comme « nécessairement vrai » et à décourager les masses et les militants à avancer leurs propres opinions.

L'emploi du terme de « ligne révolutionnaire » appelle aussi des réserves. En fait, toute ligne politique effective est marquée par les forces sociales et politiques (pas toutes révolutionnaires) qui participent, directement ou indirectement, à sa mise en œuvre, et même à son élaboration de fait. Malgré ces réserves, j'emploie ici de telles expressions car, *dans les conditions données*, l'aspect principal de la ligne qui a prévalu de 1966 à 1976 permet de dire que cette ligne était la plus révolutionnaire et, aussi, la plus proche (malgré d'énormes divergences) des *conceptions de principe de Mao Tsé-toung*, ce qui explique que — pour l'essentiel — *il lui a donné son appui*.

Cela dit, revenons aux conditions dans lesquelles cette ligne a

subi une défaite.

Les conditions politiques immédiates de la défaite de la « ligne politique de Mao-Tsé-toung » au lendemain de sa mort

Je ne dirai que quelques mots de ces conditions. Je rappellerai d'abord que l'accession au pouvoir de Houa Kouo-feng est le résultat d'un coup d'Etat. Ce coup d'Etat amorce un tournant politique et conduit à la substitution d'une ligne révisionniste et bourgeoise à la ligne révolutionnaire et prolétarienne antérieure.

La succession des événements les plus saillants est bien connue. Il y en a d'autres sur lesquels les informations sont rares ou insuffisantes. Je retiendrai les points suivants.

Au lendemain de la mort de Mao Tsé-toung (9 septembre 1976), l'unité de la direction du P. C. C. autour de la ligne pratiquée jusqu'alors n'a pas ouvertement entamée. Les membres de la direction participent tous aux cérémonies à la mémoire du président Mao qui se déroulent du 11 au 18 septembre, sous la présidence de Wang Hong-wen (P. I., n° 38 de 1976, p.8).

Le 18, Houa Kouo-feng prend la parole et réaffirme les thèmes fondamentaux de la ligne révolutionnaire. Il rappelle l'existence des classes et des contradictions de classes tout au long de la transition socialiste. Il réaffirme la thèse des particularités de la lutte de classes au cours de la transition.

Il cite la formule par laquelle Mao caractérisait Teng Hsiao-ping et ses partisans :

« On mène la révolution socialiste, et on ne sait même pas où est la bourgeoisie; or elle existe dans le parti communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie. » (*Ibid.*, p. 15)

Dans ce même discours, Houa Kouo-feng déclare encore que la Révolution culturelle « a brisé les complots de restauration ourdis par Liou Chao-chi, Lin Piao et Teng Hsiao-ping, soumis à la critique leur ligne révisionniste contre-révolutionnaire » (*Ibid.*, p. 15). Il ajoute aussi que la lutte sera continuée « pour critiquer Teng Hsiao-ping et riposter à la déviation de droite qui contestait les conclusions justes. » (*Ibid.*, p. 16)

Dans les jours qui suivent apparaissent les signes d' un tension au sein de la direction du P. C. C. Il semble que le 19 septembre Houa ait mis la main sur les documents personnels de Mao Tsé-toung et que, le 29, il y ait eu une séance orageuse (au niveau du bureau politique ?) où Houa accuse les « quatre » d' avoir modifié certaines des paroles de Mao.

Cependant, le 30 au soir, toute la direction est présente à une « causerie » qui se tient dans le pavillon placé au-dessus de la place Tien An Men. (Cf. *P. I.*, n° 40-41 de 1976, p. 5. Cf. aussi la chronologie des événements de cette période in A. Bouc, *La Rectification*, Paris, 1977, p. 159 et s., et CHEN YING-HSIANG et Claude CADART, *Les Deux Morts de Mao Tsé-toung*, Paris, 1977, p. 97 et s. Ces deux livres soutiennent par ailleurs des points de vue très différents du mien (et l' un de l' autre))

Pendant les tout premiers jours d' octobre, on peut noter, en lisant attentivement la presse, l' apparition de formulations divergentes.

Le 6 octobre, Houa Kouo-feng, s' appuyant sur les forces de sécurité et sur les chefs militaires de la Chine du Nord, opère son coup

d' Etat. Il fait arrêter les « quatre » (on affirme qu' ils sont toujours vivants). Au cours de ces opérations, Mao Yuan-xin, un neveu de Mao Tsé-toung, est tué. Est également tué Ma Xiao-liu, le dirigeant des milices ouvrières de Pékin. (Cf. CHEN YING-HSIANG et Claude CADART, *op. cit.*, p. 98)

Le 8, dans des conditions des plus douteuses (une partie des membres des anciens organes dirigeants ayant été privés de liberté et d' autres étant sous la menace d' être arrêtés), Houa Kouo-feng se fait « nommer » président du C. C. et président de la commission des affaires militaires du C. C. tout en conservant le poste de Premier ministre. Simultanément, Houa se fait attribuer le monopole de l' édition et de l' interprétation des œuvres de Mao Tsé-toung.

Toutes ces décisions sont prises au nom du « comité central », qui ne s' est pas réuni. (Au mieux a pu se réunir une partie du comité permanent du bureau politique) A partir du 10 se déclenche une campagne contre les « quatre . » Ceux-ci sont accusés de « révisionnisme » et de « tramer complots et intrigues ». Simultanément est lancé un appel à la discipline.

Sur le moment, la « nomination » de Houa à la présidence est annoncée discrètement par la presse. (Comme le remarque K. S. KAROL dans sa contribution intitulée « Da Teng a Teng. Tre anni di lotta politica in China », in *Quale Cina dopo la Rivoluzione culturale*, Quaderno n° 6 de *II Manifesto*, p. 46) Ce n' est que le 21 octobre que sont annoncées de grandes manifestations pour « acclamer la nomination » de Houa et « célébrer l' écrasement de la bande des quatre ».

Dès lors, en contradiction complète avec la vérité historique, il est affirmé que Mao était opposé aux « quatre ». Le 28 octobre, Tchang, Yao et Wang sont destitués de toutes leurs fonctions à Changhaï, mais la critique de Teng Hsiao-ping reste toujours officiellement à l' ordre du jour. (CP. L, n° 43 et n° 44 de 1976)

L'éditorial commun du *Renmin Ribao* et du *Sienfang-jun Bao* du 25 octobre s' efforce de « démontrer » que la « décision du C.C. » nommant Houa Kouo-feng président du parti aurait été conforme à une décision prise le 30 avril 1976 par le président Mao.

Cette affirmation témoigne de l' existence dans le P. C. C. de doutes quant à la régularité de cette nomination ; d' où la nécessité de

donner à Houa une « légitimité » autre : celle d' une désignation par le président Mao lui-même.

En réalité, une telle « légitimité » ne pourrait pas exister dans un parti communiste qui fonctionnerait en conformité avec ses propres statuts. De plus, elle ne peut s' appuyer sur rien, car le texte de Mao désormais constamment cité : « c' est toi qui diriges les affaires, alors je suis tranquille » *n' indique pas à qui il est adressé et n' indique pas non plus de quelles « affaires » il s' agit.*

En tout cas, à partir de la fin octobre, Houa se présente comme le seul successeur légitime de Mao, et il met en place une sorte de « culte » de sa personne.

Dès lors, sa photo apparaît de plus en plus à côté de celle de Mao et avec le même format. (Le 29 octobre, le *Siefangjun Bao* publie un article intitulé : « Le camarade Houa Kouo-feng est le dirigeant incontestable de notre parti ». Pour que cela soit ainsi affirmé, c' est sans doute que cela n' est pas évident aux yeux de tous)

Dès novembre 1976, les appels à la discipline se multiplient, et la décision est annoncée de rétablir les « règles et règlements

rationnels dans les usines ». En même temps se déclenche une campagne de calomnies contre les « quatre » ; cette campagne est si évidemment mensongère qu' il est inutile d' y répondre.

Elle ne fait que déconsidérer ceux qui l' ont lancée. (D' ailleurs, si cette campagne n' était pas mensongère, que serait un parti dont des dirigeants auraient fait tout ce que l' on reproche aux « quatre » sans que personne ait jamais protesté ?)

La critique de Teng Hsiao-ping cesse fin novembre 1976. (Dans le discours que Houa prononce le 24 novembre, lors de la pose de la première pierre du mausolée de Mao Tsé-toung, il n'y a plus de critique contre Teng) En décembre, les mots d' ordre productivistes se multiplient.

En janvier 1977, on signale diverses manifestations réclamant le retour de Teng. En février, le ministre des Affaires étrangères, Houang Hua, déclare que le retour de Teng aura lieu « au moment opportun ». En mars, Houa Kouo-feng propose, lors d' une réunion de travail du C. C., de redonner des responsabilités à Teng. C' est alors que commencent les campagnes d' « émulation socialiste », puis qu' est

annoncée une mécanisation agricole accélérée. A ce moment, Teng semble être *pratiquement* revenu aux affaires.

Fin juin 1977, Le *Renmin Ribao* fait l' *loge* des idées de Teng qui avaient été antérieurement critiquées, et il approuve les critiques que Teng faisait contre la ligne révolutionnaire (désormais présentée comme étant celle des « quatre »).

La situation au sommet a tellement évolué que Teng revient *ouvertement* aux affaires. Lors de la III^e Session du C.C. (16-21 juillet 1977), Houa est officiellement nommé président et Teng retrouve la totalité de ses pouvoirs. Au XI^{ème} Congrès du parti (2-18 août 1977), Teng prononce le discours de clôture.

Ainsi, seize mois environ après avoir été éliminé de ses fonctions, Teng les retrouve toutes. Le peuple chinois n' adroit à aucune véritable explication. Il est simplement informé que deux décisions contradictoires ont été prises à l' *unanimité* par les instances centrales du parti.

La première décision est énoncée comme suit :

Le bureau politique du C. C. du P. C. C. a « par une décision unanime relevé Teng Hsiao-ping de toutes ses fonctions au sein et à l'extérieur du parti. » (P. I., n° 15 de 1976)

La deuxième décision est formulée de la façon suivante : la IIIème Session plénière (du C. C. du P. C. C.) « a décidé à l' unanimité de réinstaller le camarade Teng Hsiao-ping dans toutes ses fonctions » (P. I., n° 31 de 1977).

Ce tournant à cent quatre-vingts degrés est loin de s' accomplir de façon « pacifique ». Il est l'aboutissement d' un lutte de classes aiguë dans laquelle les organes de sécurité interviennent sur une large échelle. Certes, les informations officielles concernant cette intervention et les différentes formes de répression sont relativement rares.

Cependant, lorsqu' on réunit assez d' informations, y compris celles provenant d' étrangers ayant séjourné en Chine jusqu' à ces derniers temps, il apparaît que la répression a été (et est encore) d' une grande ampleur. Dans toutes les provinces pour lesquelles on dispose d' informations, il y a eu non seulement des arrestations mais des

exécutions. Celles-ci semblent même avoir été exceptionnellement nombreuses. Aussi la presse met-elle l' accent sur le rôle des organes de sécurité, cela en particulier vers la fin de 1977 (par exemple dans le *Renmin Ribao* du 21 et du 28 novembre).

La répression s' accompagnetout au long de 1977 d' une« épuration » massive du parti. Ici, également, les informations sont rares et ne permettent pas de mesurer l'ampleur des opérations. Cependant, d'après certains voyageurs qui reviennent de Chine et qui ont pu avoir des conversations avec des responsables d' urrang suffisamment élevé, il semblerait qu'un tiers des cadres aient été « épurés ».

Les cadres ainsi frappés sont essentiellement ceux sortis du rang au cours de la Révolution culturelle. L' épuration actuelle s' accompagnedu retour massif des cadres anciennement épurés. De la sorte, dans la composition même de ses cadres, le P. C. C. de la fin de 1977 est beaucoup plus proche de celui de 1965 que de celui d' octobre 1976.

Parallèlement au retour des droitiers, on observe que les

positions de Teng Hsiao-ping se renforcent ; ses proches collaborateurs occupent progressivement des postes clés, notamment au département de l'organisation du C.C. (dont dépendent les nominations, déplacements, promotions ou révocations dans tous les organismes relevant du parti) et à d'autres départements centraux, ainsi qu'au niveau de nombreuses provinces. (Hou Yao-pang devient directeur de ce département en décembre 1977. Ancien secrétaire général de la Ligue de la jeunesse communiste, il a été sévèrement critiqué pendant la Révolution culturelle pour ses conceptions révisionnistes)

En même temps que les positions de Teng se renforcent, l'accent est mis de plus en plus sur la production, qui « prend le pas sur la lutte de classes. » (*Renmin Ribao* du 12 décembre 1977)

Il s'accompagne aussi de l'apparition de nouvelles cibles proposées à la critique.

Ces cibles ne sont pas encore désignées avec clarté, mais on peut repérer leur apparition à travers divers changements de formulations.

Je relèverai les suivantes : à la formule appelant à critiquer «

Liou Chao-chi, Lin Piao et la bande des quatre » est fréquemment substituée une formule qui n' inclut pas le nom de Liou Chao-chi ; il est désormais fait état, de temps à autre, de « la nécessité de contre-attaquer non seulement vers la droite mais aussi vers la "gauche" » (ce dernier terme est mis entre guillemets pour montrer qu' il ne saurait s' agir d' une vraie gauche).

Cette déclaration semble devoir ouvrir la voie à une nouvelle campagne de critique, car le *Renmin Ribao* du 12 décembre 1977, qui l' emploie ajoute : « Pas mal de gens n' ont pas su distinguer la vraie gauche de la fausse. »

Au début de 1978, cette campagne se poursuit, notamment dans le journal de l' armée qui s' a prend (sans désigner nommément personne) à « ceux qui tournent avec le vent », qui sont des experts du « virage à cent quatre-vingts degrés » (Cf. l' article d' Alain JACOB dans *Le Monde* du 13-1-1978) et qui essaient d' échapper à leurs responsabilités en se joignant à la critique des « quatre ».

Si cette orientation se confirmait, elle devrait conduire à de nouvelles épurations qui frapperaient ceux qui ont été actifs dans la

critique de Teng et qui, ensuite, ont fait preuve du même zèle contre les « quatre. » (Faut-il rappeler qu'au moment où Houa Kouo-feng a été nommé Vice-Premier ministre par intérim (en février 1976) il a proposé que la campagne de critique de Teng Hsiao-ping soit lancée sous la direction du parti ?

Cette précision avait été donnée par le quotidien de l'armée du 8 novembre 1976, mais Houa n' en dit évidemment plus rien lors du XI^e Congrès (cf. *Quale Cina...*, *op. cit.*, p. 42-43))

Ce rappel des « événements » qui ont accompagné et suivi le coup d' état d' octobre 1976 est certainement nécessaire pour apprécier les conditions immédiates dans lesquelles ce coup d' Etat a eu lieu, et pour prendre une vue partielle de certaines de ses conséquences.

Il ne permet pas d' expliquer pourquoi ces « événements » se sont produits, comment ceux-ci ont été déterminés par des changements dans les rapports de forces entre les classes et pourquoi ces changements ont eu lieu. La dernière partie de ma lettre essaie de répondre à quelques-unes de ces questions.

Les changements dans les rapports de forces entre les classes et la victoire d' une ligne révisionniste

J' ai déjà écarté l'« explication » simpliste selon laquelle la nouvelle ligne du P. C. C. aurait été imposée par l' « échec économique » de la ligne pratiquée antérieurement. Fondamentalement, cette explication est fautive. En effet, nous l' avons vu, le bilan économique global des années 1966-1976 est très positif.

On peut, certes, estimer qu' il aurait pu et même qu' il aurait dû être meilleur et que, dans les années à venir, *une certaine* accélération des rythmes de développement économique est nécessaire. Mais absolument rien ne prouve que cette accélération ne pouvait pas être obtenue sans abandonner la ligne révolutionnaire, moyennant une rectification de celle-ci. C' est pourquoi, à mes yeux, cet abandon ne saurait être expliqué par des « nécessités économiques » mais seulement par un renversement des rapports des forces entre les classes.

En l' absence d' un véritable bilan des années 1966-1976, il est

impossible (et il serait d' ailleurs vain) de prétendre énumérer les rectifications qui auraient pu ou dû être apportées à la ligne antérieure. Seul un large débat et une expérimentation sociale (qui n' on pas eu lieu) auraient permis d' éliminer concrètement les erreurs commises, en approfondissant la ligne révolutionnaire.

Une chose, en tout cas, est frappante : dans la municipalité de Changhaï, où la ligne révolutionnaire était mise en œuvre avec le plus de cohérence (avec le minimum d' interférences des éléments hostiles à cette ligne, qui la sabotaient en pratique tout en s' yétant ralliés en paroles), les « résultats économiques » apparaissent excellents.

Ceux qui ont vécu en Chine et qui ont travaillé dans des usines à Changhaï et dans d' autres villes déclarent généralement que dans les usines de Changhaï l' atmosphère du point de vue même du travail et de la production, était dans l' ensemble au moins aussi bonne et même généralement meilleure qu' ailleurs.

Cependant, la défaite de la ligne révolutionnaire ne tombe pas du ciel. Elle ne peut pas non plus s' expliquer seulement en évoquant l'« habileté », la « ruse » ou l'« absence de scrupules » des adversaires

de cette ligne. Ces éléments ont certainement joué un rôle. Ils ne sont pas essentiels. Si cette ligne a subi une défaite, c' est d' une certaine façon, *qu' elle avait échoué*. Il est absolument essentiel de *s' interroger sur la nature et sur les raisons de cet échec* (qui, finalement, se situent au niveau des rapports entre les classes). Cette interrogation doit pouvoir apporter des réponses d' une portée très générale, et qui ne concernent pas seulement la Chine.

Je le répète : pour le moment, il est possible seulement d' apporter des réponses partielles et provisoires, mais celles-ci pourront, peut-être, servir de point de départ à une réflexion plus large, y compris par la critique de ce qui, dans les réponses données ici, peut être erroné.

Il faut d'abord souligner que le principal obstacle à l' énoncé de réponses suffisamment développées est *l' absence d' une analyse de classe de la Chine actuelle*. C' est un fait grave et significatif : *le P. C. C. n' a pas produit une telle analyse*. Certains des « quatre » ont tenté de combler ce *vide*, mais ils n' y sont pas parvenus.

Ils en ont été empêchés par une élaboration insuffisante des

concepts théoriques nécessaires à l'analyse de classe d'une formation sociale en transition. Cette insuffisance se traduit par la tendance à définir la bourgeoisie chinoise actuelle non par référence à sa place dans les rapports de production mais par son idéologie ou sa ligne politique, ou, à la rigueur, par les rapports de distribution conçus comme un effet du « droit bourgeois ».

En définitive, la bourgeoisie semble être un produit de la superstructure et non de la base économique. Une telle insuffisance a son origine dans l'emploi de la notion (qui est en contradiction avec le marxisme) de « propriété socialiste », elle-même conçue comme un effet sur la base économique d'une transformation dans la superstructure.

Cette insuffisance théorique tient à de multiples raisons, en particulier à l'absence d'un large débat échappant aux formules toutes faites et au tir de barrage dirigé par les adversaires de la ligne révolutionnaire contre toute tentative visant à développer une analyse de classe de la société chinoise actuelle. La bourgeoisie s'est défendue. Ce n'est pas par hasard qu'un des « *accusations* » portées aujourd'hui contre les «

quatre » est d' avoir voulu procéder à une analyse de classe de la Chine. Ce qui est, affirme-t-on, inutile, puisque cette analyse aurait déjà été produite depuis longtemps par Mao Tsé-toung.

Si l' absence d' une analyse de classe de la Chine actuelle constitue un obstacle à une pleine compréhension des transformations qui se sont opérées dans les rapports de classes au cours de ces dernières années, elle est aussi, et cela est beaucoup plus grave, *une des raisons de l' échec de la ligne révolutionnaire*. On ne peut pas transformer de façon révolutionnaire les rapports de classes si on ne connaît pas ces rapports. En l' absence de cette connaissance, un parti dirigeant ne peut, finalement, que gérer le *statu quo* tout en essayant de « moderniser l'économie. » (W. ASCHMONEIT développe cette réflexion dans son article, « China : Die Privilegierung der Intelligenz », in *berliner Hefte*, janvier 1978, p. 27 et s)

On ne soulignera jamais assez la gravité d' une situation dans laquelle il n' existe pas de document du parti présentant une analyse matérialiste des classes et des couches sociales de la Chine actuelle, des différenciations sociales au sein de la classe ouvrière et au sein des

communes populaires.

L'absence d' analyse concrète des nouveaux rapports de classes se traduit par le *recours stéréotypé à des étiquettes*. Les exemples de ce recours sont nombreux.

Ainsi, plus de vingt ans après la fondation des communes populaires, on continue à employer les catégories (significatives au moment de cette fondation) de paysans pauvres, moyens pauvres, paysans moyens de la couche supérieure, paysans riches et propriétaires fonciers. Aujourd' hui, ces catégories ne fonctionnent plus que comme un *substitut* dérisoire à une analyse des classes et des couches sociales *actuelles*.

De même, au lieu d'une véritable analyse des bases de classes des différentes lignes, on recourt à la dénonciation des lignes « critiquées » en utilisant toujours *le même stock d' étiquettes*.

Le résultat est une pure répétition des *mêmes accusations adressées aux tenants de lignes opposées*. En voici un exemple typique : En 1976, dans l' article intitulé « Une grande victoire », le *Renmin Ribao* du 10 avril affirme que la base sociale de Teng Hsiao-ping est

constituée par « les responsables du parti liés à la bourgeoisie de notre société, ainsi qu' auxpropriétaires fonciers, aux paysans riches, aux contre-révolutionnaires, aux mauvais éléments, aux droitiers bourgeois mal rééduqués. » (Cf. *P. L*, n° 16 de 1976, p. 3)

En 1977, Houa Ko-feng, qui avait accepté l' «analyse» précédente, déclare dans son rapport au XI^e Congrès, alors que Teng Hsiao-ping est à côté de lui, que les « quatre » sont « les représentants typiques dans notre parti des propriétaires fonciers, des paysans riches, des contre-révolutionnaires et des mauvais éléments ainsi que des éléments bourgeois anciens et nouveaux. » (*P. I.*, n° 35 de 1977, p. 30)

De telles formulations manifestent l'incapacité ou le refus de la direction d' exposer au parti et au peuple chinois une analyse de classe *sérieuse* des lignes politiques critiquées. Si on suppose qu' ~~ne~~ telle analyse a été produite mais qu'elle a été gardée « secrète » (ce qui est invraisemblable), c' estindigne d'un parti qui prétend guider les masses populaires. En fait, tout laisse à penser que la direction du P.

C. C. n' a produit aucune analyse de fond, et qu' ellea donc pu seulement répéter les mêmes clichés.

Bien entendu, le fait que des luttes, portant sur des questions essentielles et qui ont déchiré le P. C. C. au cours de ces dernières années, n' aient pas été orientées par une analyse de classe sérieuse et rigoureuse ne veut pas dire qu' elles ne correspondaient pas à de *profonds clivages de classes*. Mais cela implique que ces clivages ont été appréhendés *intuitivement* et *globalement*, donc *sans nuances*.

Dans ces conditions, il est impossible de *tracer des lignes de démarcation correctes*, de traiter de façon juste les *contradictions secondaires* (qui peuvent ainsi prendre un caractère antagoniste) et, donc, de passer des *compromis* correspondant aux *alliances de classes* qu' exige la poursuite de la transition socialiste.

Dans une large mesure, l' histoire de la Révolution culturelle est celle d'une immense avancée (qui se produit de mai 1966 à février 1967) suivie d' une série de reculs et de nouvelles avancées. Les reculs sont essentiellement l' effet de l' incapacité de la gauche à conclure les compromis indispensables et les alliances de classes nécessaires. Les

premiers pas en arrière de la Révolution culturelle sont déjà attribués par Mao Tsé-toung à cette incapacité. Celle-ci ne concerne pas seulement les rapports entre les forces politiques mais aussi les rapports entre les classes elles-mêmes.

Un certain nombre de phrases de Mao Tsé-toung (qui, isolées de leur contexte et entourées de commentaires appropriés, sont présentées aujourd' hui comme des *critiques* contre les « quatre ») sont en réalité des *conseils* qui leur sont donnés : ne pas s' isoler, éviter de former une secte, ne pas agir avec précipitation.

De tels conseils sont radicalement différents des critiques adressées par Mao Tsé-toung aux partisans de la ligne révisionniste comme Liou Chao-chi ou Teng Hsiao-ping.

Au-delà des problèmes tactiques (qui concernent les rapports entre forces politiques), un des éléments qui a joué, me semble-t-il, un rôle décisif dans l' échec de la ligne révolutionnaire est l' incapacité de traiter correctement le problème des intellectuels, donc, aussi, des cadres. Un des résultats de cette incapacité est que les « quatre » sont souvent apparus comme plus aptes à *imposer* leurs vues et à éliminer

des adversaires qu' à mettre en oeuvre une ligne politique pleinement cons- tructive.

Les partisans de la ligne révolutionnaire ont su construire diverses *formes d' alliance* entre les masses travailleuses et les intellectuels (en particulier, les différentes formes de *triple union*), mais ils n' ont pas toujours su traiter *correctement les contradictions au sein de l' alliance* En conséquence, ils ont eu tendance à *substituer la contrainte à la direction politique*.

Des antagonismes se sont ainsi développés. Ceux-ci ont engendré, de la part de certains des partisans de la gauche, des mesures vexatoires, des brimades et même des actes de répression qui ont souvent été dirigés non contre de véritables ennemis mais contre ceux qui étaient simplement soupçonnés de l' être.

Ces pratiques ont fréquemment été le fait d' éléments non réellement révolutionnaires, d' opportunistes alliés formellement à la gauche et qui cherchaient surtout à tirer parti à des fins personnelles du prestige de cette dernière.

D' a tre part, les dirigeants même de la gauche ont adopté une

attitude sectaire à l' égard des scientifiques et des artistes. Ainsi, des entraves ont été mises au développement des connaissances scientifiques et techniques et au plein essor des activités littéraires et artistiques.

La lecture des revues et des livres étrangers a été étroitement limitée (ce qui reflète, aussi, la contamination d' une partie des activistes ralliés à la ligne révolutionnaire par une idéologie *populiste* et même xénophobe).

Sous prétexte d' exercer un contrôle étroit sur les publications et les œuvres littéraires, cinématographiques, théâtrales, etc., le nombre des œuvres nouvelles dont la parution était autorisée a été très faible.

Dans le domaine scientifique, le nombre de titres publiés est tombé à un chiffre très bas et la plupart des revues ont disparu. Même l' accès aux bibliothèques a été étroitement limité.

Comme je le remarque plus haut, il est possible que certaines de ces mesures aient été prises par des adversaires de la ligne révolutionnaire prétendant agir en son nom tout en cherchant à lui nuire. En tout cas, des mesures de ce genre ont non seulement nui

inutilement au développement des sciences et des techniques et à celui des activités culturelles, mais elles ont été vécues comme des brimades par les intellectuels et ont probablement fini par être condamnées par une partie des masses populaires.

Dans les conditions qui viennent d'être décrites, il est devenu inévitable que la plupart des intellectuels n'aient pas soutenu la ligne révolutionnaire ou ne l'aient soutenue que du bout des lèvres.

Les partisans de la ligne révolutionnaire n'ont pas rectifié à temps des pratiques qui favorisaient le développement de contradictions avec les intellectuels. Ils ont ainsi été conduits à multiplier les mesures de contrainte et de répression. Les descriptions de ces mesures sont trop nombreuses et ont été faites trop souvent pour qu'il soit utile de les répéter ici. Même si ces descriptions sont exagérées, on ne peut pas douter qu'elles correspondent, sur le fond, à une réalité.

Pour résumer ce qui précède, je crois qu'on peut accepter la formulation employée par W. Aschmoneit lorsque, sous le titre « Révolutionnarisation par la contrainte », il écrit : « *L' Alliance entre*

l' intelligentsia et les classes travailleuses n' ont pas pris suffisamment corps ; en partie, on a même assisté à l' approfondissement de la méfiance et de l' incompréhension réciproques. »

Dès lors que la contrainte intervient dans ce qui devrait être une pratique d' alliance, elle a tendance à s' étendre de plus en plus largement. Ainsi, finalement, la contrainte a pesé aussi sur une partie des masses. Cela a suscité un mécontentement au sein de ces dernières (par exemple, parmi les jeunes obligés d' aller s' établir à la campagne — souvent sans conviction ni préparation suffisantes — et dans leurs familles).

L' unité des masses n' a donc pas pu se développer. Dans des cas de plus en plus nombreux, au lieu de permettre aux masses de s' exprimer on a vu surgir des « *porte-parole* », agissant à leur place et indépendamment d' elles. Chaque fois qu' il en a été ainsi, les résultats obtenus ont été peu solides, et le terrain pour une contre-offensive révisionniste (menée sous la bannière de la « libéralisation ») s' est développé.

Il est impossible, pour qui n' a pas vécu en Chine, de dresser un

véritable bilan des luttes de ces dernières années. Cependant, il est possible de repérer quelques *caractéristiques* majeures de ces luttes et, à partir de là, de comprendre pourquoi elles se sont terminées par la défaite de la ligne révolutionnaire.

Une des caractéristiques des luttes de ces dernières années est, certainement, la façon *sectaire* dont elles ont généralement été menées. Ce sectarisme est en partie une conséquence de l'absence d'une véritable analyse de classes permettant de tracer correctement des lignes de démarcation et de passer des alliances.

Il est en partie, aussi, le résultat d'une conception schématique du marxisme aboutissant au *dogmatisme*. Dans une large mesure, il traduit la continuité de l'*influence* des formes *dégénérées* de l'idéologie bolchevique qui se sont développées au cours des années 1930 et qui ont abouti à la *transformation du marxisme en son contraire*.

Bien entendu, le révisionnisme chinois a aussi subi cette influence, mais celle-ci n'entraîne en contradiction avec ses propres buts, comme c'est le cas pour la ligne révolutionnaire qui n'a pas disposé des conceptions théoriques lui permettant de développer son

action de façon pleinement cohérente. Le révisionnisme chinois n' a nullement été gêné par cette situation. Au contraire, il a pu ainsi utiliser des conceptions à la fois *dogmatiques* et *éclectiques*.

Cet éclectisme a donné à la ligne révisionniste un visage *en apparence moins contraignant*. Aussi, au moment de la mort de Mao Tsé-toung, le mécontentement des intellectuels et une certaine lassitude des masses ont poussé une partie de celles-ci (qui craignaient en outre une guerre civile) à se rallier à la ligne révisionniste, cela *après* que les partisans de cette dernière eurent réalisé leur *coup d' Etat*.

Une des caractéristiques des luttes des années récentes (caractéristiques qui permettent d'expliquer la défaite de la ligne révolutionnaire) est l'aspect *intensément personnalisé qu' ils ont pris*. Cette personnalisation des luttes culmine dans ce qui a pris la forme d' un véritable « culte de Mao ». Ce « culte » a pu jouer, très momentanément, un rôle positif, mais, au total, il est profondément négatif : il donne la possibilité à des dirigeants révisionnistes habiles de se couvrir de la confiance supposée que Mao leur aurait faite, de parler «

en son nom » ou de se proclamer ses « continuateurs » (l' exemple de Lin Piao et celui de Houa Kouo-feng montrent que cette possibilité n' est pas une simple hypothèse).

Une telle possibilité tient à ce que, avec la personnalisation des luttes, celles-ci, au lieu de se manifester avant tout comme des conflits portant sur des problèmes de principes et de lignes, revêtent l' apparence (malgré des déclarations *générales* qui les présentent comme une lutte entre deux lignes) de *combats personnels opposant des individus voulant conquérir des postes*, cela à tous les niveaux.

D' ailleurs, cette apparence fait évidemment partie de la réalité. En effet, le mot d' ordre « saisir le pouvoir politique » a souvent conduit à transformer la lutte politique en une chasse aux postes, chasse dans laquelle les attaques personnelles contre ceux qui occupaient ces postes ont fréquemment joué un plus grand rôle que les luttes de principe. Cependant, la substitution des combats personnels à la lutte pour la transformation des rapports de classes ne pouvait, finalement, que susciter l' indifférence et la lassitude des masses, car celles-ci ne voyaient pas en quoi leurs conditions d' existence et de travail

pouvaient être modifiées par des combats de cette nature.

Les partisans de la ligne révisionniste ont aussi joué sur cette lassitude, en se présentant comme ceux qui ramèneraient l' « ordre » et la « tranquillité ». En fait, une fois qu' ilsont pris le pouvoir central, ils se sont livrés aux pires persécutions et épurations, à la pire chasse aux postes, mais ils le font avec moins de bruit, en opérant derrière le dos des masses populaires.

Aux remarques précédentes, on peut encore en ajouter une autre, qui concerne le caractère souvent *hermétique* des luttes politiques. Je ne prendrai qu' un exemple.

La campagne Pi-Lin - Pi-Kong (critique de Lin Piao et critique de Confucius) a, semble-t-il, visé plusieurs cibles différentes, selon les moments et selon les participants à la campagne. Ont été apparemment visés non seulement Lin Piao et Confucius mais aussi Chou En-lai, les « quatre », Teng Hsiao-ping, et peut-être d' autres. Cependant, seul un petit nombre peut percevoir le sens d'un tel « débat ». Pour les autres, sa poursuite, et la nécessité d' y « participer », ne peut à la longue que devenir insupportable.

L' *hermétisme* même de certaines luttes traduit le fait que leurs protagonistes *ne cherchent pas à y faire participer réellement les masses*. Ces luttes se déroulent entre dirigeants. Ceux-ci font « appel aux masses » pour obtenir leur appui, mais le contenu de ce qui est en jeu est loin d' être toujours clairement exposé. Le recours aux mêmes étiquettes pour dénoncer les tenants de lignes politiques profondément différentes relève en partie du même hermétisme.

D' anciens dirigeants sont ainsi désignés à la colère des masses en recourant à des étiquettes passe-partout, c' est-à-dire *sans expliquer réellement aux masses populaires les enjeux réels*, donc sans les aider à faire irruption sur la scène politique et à s' y maintenir.

A cet égard, l' épisode de la Commune de Changhai est particulièrement significatif. Il faut donc en dire quelques mots.

La Commune de Changhai; la portée théorique et pratique de sa disparition rapide

Il faut procéder ici à un retour en arrière. Cela est d' autant plus indispensable que l' épisode de la Commune de Changhai tend à être passé sous silence, alors que les événements qui la concernent ont

une portée théorique et pratique considérable.

Je rappellerai d'abord un certain nombre de faits.

A partir de novembre 1966, on assiste à Changhaï (et aussi, d'ailleurs, dans d'autres villes industrielles, notamment à Tientsin et dans le Nord-Est) à la multiplication des comités de Révolution culturelle d'usine. Ces comités instaurent un « double pouvoir » dans les entreprises.

Ce développement est entériné par une directive en douze points du groupe central de la Révolution culturelle (Ce document est daté du 17 novembre 1966 ; il est publié, notamment, par le *Journal des gardes rouges* de l'Institut aéronautique de Pékin, le 23-12-1966 (cf. *C. C. P. Documents of the Great Cultural Proletarian Revolution*, U. R. I., Hong Kong, 1966, p. 133)

Dans les usines de Changhaï, le pouvoir des comités de la Révolution culturelle s'impose ainsi à côté de celui des groupes de production, constitués essentiellement de cadres.

Fin décembre, ces derniers groupes s'effondrent. En même temps que les comités d'usine se sont développées des organisations

révolutionnaires de masses (dites « quartiers généraux »). Celles-ci s'entendent difficilement entre elles mais contestent le pouvoir de la municipalité en place, accusée de révisionnisme.

Après la tenue de meetings groupant plus d'un million de travailleurs, le pouvoir de la municipalité s'effondre au début de janvier 1967. (On trouve un historique de ces événements dans le livre de K. S. KAROL, *La Deuxième Révolution chinoise*, R. Laffont, 1973, p. 238 et s.)

Le 9 janvier 1967, trente-deux organisations se mettent d'accord sur ce qu'on appelle un « Avis urgent » qui énonce une série de règles et prépare apparemment une nouvelle forme de pouvoir. L'ensemble de la presse chinoise publie ce document, et celui-ci est donné en modèle par Mao Tsé-toung lui-même. Le *Renmin Ribao* du 22 janvier 1967 commentant ce texte écrit : « La lutte des masses révolutionnaires pour prendre en main leur propre destin peut prendre des formes multiples, mais elle se ramène en fin de compte à la nécessité de s'emparer du pouvoir ; *avec le pouvoir les masses ont tout, sans le pouvoir elles n'ont rien...* C'est nous, la grande masse des ouvriers, des paysans et des soldats, et personne d'autre, qui sommes

les maîtres incontestables du monde nouveau. »

Sur les murs de la ville apparaît le mot d'ordre: « *Tous les pouvoirs à la Commune.* »

Les choses traînent néanmoins en longueur. Ce n'est que le 5 février 1967 que la Commune est proclamée. Sa proclamation est saluée par un meeting d'un million de travailleurs. Les orateurs déclarent que « le comité municipal du parti et le comité municipal de la ville ont été détruits et qu'un nouvel organe du pouvoir a été établi, conformément à la doctrine du président Mao et aux principes de la dictature du prolétariat. » (Editorial du *Wen Hui-pao* (du 6-2-1967), principal journal de la ville, cité par K. S. KAROL, *ibid.*, p. 250-251)

Cependant, la Commune de Changhaï n'est pas célébrée par la presse centrale (pas plus que n'est célébrée la formation de communes dans d'autres villes, notamment à Taiyuan). Sans être officiellement désavouée, elle n'est en quelque sorte pas « reconnue » par le pouvoir central.

Quelque vingt jours après sa fondation, elle cesse d'exister lorsque naît le comité révolutionnaire de Changhaï, présidé par

Tchang Tchouen-kiao, qui avait participé aux travaux de la Commune de Changhaï, conformément à la suggestion du groupe central et avec l' accord de toutes les organisations fondatrices.

Ainsi, à Changhaï — comme dans d' autres villes — la forme de la Commune, pourtant mentionnée dans la déclaration en seize points, est abandonnée et remplacée par celle des comités révolutionnaires.

Une véritable argumentation visant à fonder cet abandon n' a jamais été développée.

Seules des raisons diverses ont été énoncées. On les trouve principalement dans le discours que Tchang Tchouen-kiao prononce le 24 février, et dans lequel il fait part de remarques de Mao Tsé-toung sur la création de la Commune de Changhaï. (de larges extraits de ce discours sont reproduits dans *Survey of the China Mainland Press*, n° 4147 ; voir aussi, MAO TSÉ-TOUNG, *Le Grand Livre rouge (194)-1971*, Flammarion, 1975, p. 224 et s. ; en allemand, le titre original de cet ouvrage est *Mao intern*, Cari Hanser Verlag, Munich, 1974)

Selon ce discours, Mao Tsé-toung ne met pas en cause le

principe de la Commune, mais il se demande si le processus suivi lors de la formation de la Commune de Changhai a été correct. Il doute, d' autrepart, que le modèle inspiré de la Commune de Paris puisse être adopté dans d' autres villes que Changhai, centre ouvrier le plus avancé de la nation. Il s' interroge aussi sur les problèmes internationaux que poserait la proclamation *de* Communes à travers toute la Chine.

Ces diverses remarques ne sont pas très convaincantes. Elles revêtent plutôt la forme de questions. En tout cas, elles ne conduisent pas à condamner la Commune mais constituent un appel à la réserve et à la prudence.

En fait, le principal problème évoqué par Mao est celui du parti. Il paraît en effet très inquiet du sort réservé aux cadres et de la tendance de certains rebelles à « renverser toutes les personnes responsables ». Il pose la question : « Avons-nous encore besoin du parti ? »

Et il répond : « Je pense que nous avons besoin d' un bouclier de bronze, pour nous renforcer sur la route qu' il nous reste à parcourir. On peut

l' appeler comme on veut, parti communiste ou parti socialiste, mais il nous faut un parti. Il ne faut pas oublier cela. »

Ici, une question se pose : comment se fait-il que les dirigeants révolutionnaires du P. C. C, qui avaient soutenu la forme politique de la Commune, reviennent pratiquement sur leur prise de position antérieure, jugeant que la Chine ne serait pas « mûre » pour cette forme politique ? Comment se fait-il qu' ils ouvrent ainsi un nouveau cours, un cours qui sera caractérisé par une série de reculs entrecoupés de contre-offensives partielles et de moins en moins efficaces ?

Au niveau du déroulement concret de la Révolution culturelle, deux ensembles de faits doivent être pris en considération.

Le premier est l' incapacité apparente dans laquelle se trouvent les différentes organisations révolutionnaires (à Changhaï ou ailleurs) de s' unir. Elles ont tendance à s' opposer fréquemment et violemment, et à se livrer à des surenchères. Celles-ci risquent de conduire à la confusion et à une élimination massive de cadres honnêtes et dévoués. Mao Tsé-toung décrit cette situation, en juillet 1967, quand il

constate l'incapacité des partisans les plus combattifs de la Révolution culturelle à s'unir et à s'allier avec tous ceux avec lesquels ils devraient s'étendre. (Cf. Jean DAUBIER, *Histoire de la Révolution culturelle*, Maspero, 1970, p. 289 et s.)

Le second ensemble de faits est la réaction négative d'une majorité de membres du parti au plus haut niveau devant la situation qui se développe au début de 1967. Ces membres du parti ne sont généralement pas sur des positions révolutionnaires. Sans le dire ouvertement, ils sont hostiles à la Révolution culturelle. Or, comme ils sont nombreux et que la ligne révolutionnaire ne dispose pas de la majorité dans le parti, leurs appels à la « modération » sont écoutés ; s'ils ne l'étaient pas, c'en serait fait de l'unité même de l'existence du parti.

[On le sait, les dirigeants les plus conséquents de la ligne révolutionnaire ont dû constamment s'appuyer sur (et passer des compromis avec) des courants idéologiques et politiques divers, cela en raison de leur position minoritaire, position qu'ils ne sont pas parvenus à surmonter. Ainsi, dans sa lettre du 8 juillet 1966 à Kiang Tsing, Mao

Tsé-toung indique que, compte tenu de la situation, il n' a pu faire autrement que de s' appuyer sur Lin Piao (donc sur l' Armée populaire de libération), alors même qu' il est en désaccord avec celui-ci sur des points importants.

Comme il l' écrit : « Mon ami [c'est ainsi que Mao désigne ironiquement Lin Piao] et ses partisans m' ont forcé la main. Apparemment, je ne peux pas faire autrement que de les approuver. » Il ajoute même : « C' est la première fois dans ma vie que, sur un problème essentiel, je suis d' accord avec les autres contre mon gré. C' est ce qu' on appelle changer d'orientation sans le vouloir » (cité d' après Le Monde du 2-12-1972).

Cet isolement relatif des dirigeants révolutionnaires n' a pas été surmonté lors du IX^e Congrès du P. C.C. en 1969. En 1971, avec la chute de Lin Piao, cela conduit les dirigeants révolutionnaires à s' entendre avec des cadres civils qui ne sont rien moins que favorables à la Révolution culturelle.

Ces cadres représentent la base sociale et politique sur laquelle

s' appuiera Houa Kouo-feng lors de son coup d' Etat.

J'essaie d' analyser plus loin certaines des raisons idéologiques qui expliquent ce relatif isolement des dirigeants les plus conséquents et les plus prestigieux de la ligne révolutionnaire ; quant à la base sociale d' unælle situation, elle est sans doute constituée par le faible poids spécifique du prolétariat chinois.

Les éléments actifs de ce dernier, notamment parmi les jeunes ouvriers, ont constitué une base fondamentale sur laquelle la ligne révolutionnaire a pu s' appuyer (et elle l' a fait jusqu' about). Mais cette base était numériquement faible ; d' où la nécessité de diverses formes d' ententes avec des courants petits-bourgeois. La nécessité de ces ententes, et les conditions dans lesquelles elles se sont établies, ont freiné, jusqu' à un certain point, le développement de positions théoriques plus radicales]

L'attitude de nombre de vétérans de la révolution s' exprime dans l' intervention de Tan Chen-lin à une réunion élargie du bureau politique. Au cours de cette intervention, présentée en janvier 1967, Tan déclare :

« Avez-vous encore besoin de la direction du parti ? Voulez-vous détruire tous les vieux cadres ? Je parle ici au nom de tous les vétérans de la révolution, et je préfère être décapité ou jeté en prison plutôt que d' assister impassible à l' humiliation de tant de nos vieux camarades. »

(Cité par K. S. KAROL, *La Deuxième Révolution chinoise, op. cit.*, p. 242)

Cette attitude de la majorité des vieux cadres, et la volonté de maintenir l' unité et l' existence du parti, conduisent le bureau politique à « rétrécir le front d'attaque » et à « désigner des cibles personnelles » : Liou Chao-chi, Teng Hsiao-ping et quelques autres responsables. Elles conduisent aussi à donner un rôle exceptionnel à l' Armée populaire de libération et à son chef' alors, Lin Piao.

Désormais, c' est l' R. L., à travers ses « groupes de propagande de la pensée Mao Tsé-toung », qui doit « reconnaître » les comités de base véritablement de gauche, les orienter vers une action unitaire et imposer leur hégémonie sur le mouvement de masse .

Ces décisions conduisent au dépérissement du mouvement de masse et augmentent le poids des dirigeants de l' AP. L. au sein des appareils du parti et de l' Etat.

[En fait, pendant quelques années les dirigeants de l' A.P. L. ont joué un rôle politique décisif. Sans aucun doute, certains commandants étaient sur des positions révolutionnaires et ont véritablement aidé la gauche, mais ces commandants n' étaient pas majoritaires. L' A.P. L. est un des appareils qui a été le moins révolutionnarisé : entre 1960 et 1965, elle a certes connu un mouvement d' étude marxiste, mais celui-ci a été mené à la manière dont Lin Piao concevait le mouvement, de façon schématique et stéréotypée, ce qui, à la longue, s' avère plus négatif que positif.]

La configuration des rapports des forces n' a jamais permis à la ligne révolutionnaire d' aborder réellement le problème de la révolutionnarisation de l' A.P. L. En 1967, Mao espérait encore que celle-ci s' édifierait elle-même du fait de son intervention dans la Révolution culturelle (cf. J. DAUBIER, op. cit., p. 293).

Les faits ont montré qu' il n' en a pas été ainsi. Le haut commandement de l' A. P. L. a finalement soutenu la ligne révisionniste. Par ailleurs, l' effort fait par la gauche pour développer les milices ouvrières n' a pas pu être suffisamment poussé. Aujourd' hui

milices sont pratiquement désarmées et sont placées sous le contrôle de l' AP. L. On voit, d' autrepart, resurgir la formule antimarxiste représentant l' A. P. L. comme le « pilier de la dictature du prolétariat »]

En 1969, lors du IX^e Congrès du parti, les dirigeants de l' AP. L. jouent un rôle décisif. Sur les 25 membres du bureau politique, 14 sont des généraux de l' A. P. L. Aux *mouvements de masse* caractéristiques des premières années de la Révolution culturelle se substituent dès lors des *campagnes de critique organisées d' en haut*.

En 1971, la menace que les dirigeants de l' A.P. L. groupés autour de Lin Piao font peser sur le courant révolutionnaire est telle que Lin Piao est écarté brutalement. Mais le courant révolutionnaire ne devient pas pour autant majoritaire. Ses représentants ne constituent qu' environ un tiers des membres du bureau politique.

Les partisans de la ligne révolutionnaire ne parviennent pas à se renforcer suffisamment dans le parti pour empêcher le retour en nombre croissant d' éléments droitiers et révisionnistes. Finalement, le coup d' Etat d' octobre 1976 — dans lequel l' A. P. L. et les services de

sécurité ont joué un rôle décisif — est l'aboutissement, sur le devant de la scène politique, d' un processus engagé depuis des années.

Ce processus a été favorisé par la priorité donnée aux formes d' organisation dirigées par en haut au détriment du mouvement des masses et de leur organisation multiforme ; il est lié à l' abandon de la forme politique de la Commune.

Le « déroulement des événements » ne suffit cependant pas à expliquer cet abandon, ni la défaite finale de la ligne révolutionnaire. Une telle explication exige que soit examiné le problème des rapports du parti aux organisations de masse, en particulier aux organisations du type de la Commune qui constituent les *organes du pouvoir des masses travailleuses*.

Ces rapports comportent de nombreuses contradictions. D' abord, parce que les masses travailleuses sont loin d' être spontanément unies et actives. Cela s' exprime précisément par le développement de contradictions au sein des masses et impose la nécessité d' une lutte idéologique visant à permettre aux éléments prolétariens et avancés des masses de jouer un rôle effectivement

dirigeant.

Cela pose le problème de l'insertion d'un parti révolutionnaire dans les contradictions qui peuvent diviser les masses et même opposer les uns aux autres les différents courants idéologiques et politiques qui se font jour en leur sein.

Les rapports contradictoires du parti aux masses conduisent aussi à se poser la question : le pouvoir est-il entre les mains des masses, de leurs organisations et de leurs éléments avancés, ou est-il entre les mains du parti ? Ou, encore, le pouvoir est-il exercé *par* les travailleurs, ou est-il exercé *pour* les travailleurs (en supposant que le parti dirigeant puisse rester longtemps au service des travailleurs sans être placé sous leur contrôle effectif) ?

Pour Marx, dans *La Guerre civile en France*, la commune est l'organe du pouvoir, elle est la forme politique de la dictature du prolétariat. De même, pour Lénine, dans *L'Etat et la Révolution*, les soviets sont les organes du pouvoir des travailleurs.

Dans ces deux textes, le rôle dirigeant d'un parti révolutionnaire n'est même pas mentionné.

En 1919, Lénine constate comme un fait négatif que les soviets ne sont pas, comme ils devraient l'être, « des organes de gouvernement *par les travailleurs*, mais des organes de gouvernement *pour les travailleurs*, exercé par la couche avancée du prolétariat et non par les masses laborieuses. » (Cf. LÉNINE, *Rapport au VIII^e Congrès*, in *Œuvres complètes*, t. XXIX, Moscou, 1926, p. 182.) Cette situation ne changera pas et conduira à la perte complète du pouvoir par les travailleurs soviétiques.

Dans la « déclaration en seize points » (8 août 1966), le P.C.C. pose le même problème, mais de façon moins nette. D' un part, il est fait référence au système de la Commune de Paris, et il est dit que les nouvelles formes d' organisation des masses issues de la Révolution culturelle « sont des organes du pouvoir de la Révolution culturelle prolétarienne » (point 9). D' autre part, il est dit que, grâce à ces formes d' organisation, « les masses s' éduquent elles-mêmes sous la direction du parti ».

Ces deux formulations ne sont pas contradictoires, à condition

que le pouvoir soit réellement entre les mains des masses, que la direction du parti s' exerce à travers le travail de ses militants, et que ce travail soit un travail de persuasion et d' explication et non l' exercice d' une autorité imposée à l' aide de moyens de contrainte.

Comme il est dit dans le communiqué du C. C. du P. C. C. adopté le 12 août 1966, « la clé du succès [...] réside en la confiance dans les masses, en l' appui sur elles, en leur totale mobilisation, dans le respect de leur initiative [...]. Il faut par conséquent [...] être d' abord l' élève des masses [...].

Il ne faut pas craindre les désordres [...]. Il faut s' opposer à ce qu' on impose aux masses de multiples restrictions tendant à leur lier pieds et poings ».

La substitution des comités révolutionnaires à la forme de la Commune de Changhaï, le rôle accordé à l' AP. L. dans le choix des représentants des masses et les modalités de désignation de ces représentants dans les comités révolutionnaires impliquent l' abandon de l' orientation qui avait été explicitement adoptée en août 1966.

Cet abandon correspond, on l' a vu, à une évolution défavorable

à la ligne révolutionnaire dans les rapports de forces au sein de la direction du parti. Il est dû aussi à l'incapacité des organisations de masse à s'unir et à éviter des pratiques sectaires, aussi bien les unes à l'égard des autres qu'à l'égard d'un grand nombre d'elles.

Cette évolution et ces pratiques semblent liées à la prédominance d'une certaine conception du rôle du parti qui cherche à imposer ses vues aux masses plutôt qu'à les convaincre. Elles sont liées aussi à la personnalisation des luttes.

Or ces deux phénomènes sont inséparables de la faiblesse des analyses portant sur la nature des rapports sociaux dominants pendant la transition, car ces rapports sont affirmés être « socialistes ».

Une telle affirmation fait obstacle au développement de luttes de longue haleine pour la *transformation des rapports sociaux* (puisque ceux-ci seraient déjà « socialistes »). Elle tend ainsi à substituer à ces luttes des luttes personnelles. Or le développement de ces dernières pousse en avant les éléments petits-bourgeois et tend à refouler les militants issus de la classe ouvrière qui ne sont pas intéressés par une « chasse aux postes ».

Dans ces conditions, les partisans de la ligne révolutionnaire sont amenés tantôt à chercher à s' appuyer sur des éléments petits-bourgeois (nécessairement instables) ; tantôt — pour éviter le chaos qui peut résulter de l' intervention de ces éléments petits-bourgeois — à se tourner soit vers les cadres de l' AP. L., soit vers les cadres civils, ce qui finit par favoriser les éléments révisionnistes et affaiblit la ligne révolutionnaire.

Tels sont, je pense, quelques-uns des éléments qui expliquent les *limites* auxquelles s' est heurtée la Révolution culturelle, et quelques-unes des raisons de *Yéhec* de la ligne révolutionnaire, enregistré après la mort de Mao Tsé-toung.

L' héritage idéologique » et son rôle actif

Les remarques précédentes renvoient en partie à l' « héritage idéologique » provenant de la formation idéologique bolchevique dégénérée de la fin des années 1930. Elles renvoient aussi (en ce qui concerne la « personnalisation » des luttes) à la survivance d' éléments de l' idéologie féodale, dont la Chine d'aujourd' hui est encore

l' héritière.

Or on doit se demander *pourquoi ces « héritages » restent-ils vivants*. Quels sont les éléments des rapports sociaux et des pratiques sociales dominants qui permettent à ces « héritages » d' être actifs ? Pourquoi la critique des formes dégénérées de l'idéologie bolchevique (pourtant largement entamée par certains textes de Mao Tsé-toung) n' a pas été pleinement développée et n' a pas *donné lieu à la dominance des pratiques que cette critique appelait ?*

Il n' est évidemment pas facile de répondre à des questions aussi vastes. Ici, je ne peux qu'essayer d' avancer quelques réflexions, ou, plus exactement, quelques éléments de réflexion et de réponse.

Pour commencer, j' observerai que certains rapports sociaux, dont la reproduction a limité l' action de la ligne de Mao Tsé-toung et facilité la contre-offensive révisionniste, n' ont pas été l'objet d'une critique et d' une attaque pratique systématiques.

Au cœur de ces rapports figurent : les *rapports hiérarchiques* (plus exactement les rapports politiques bourgeois) existant au sein des appareils du parti et de l' Etat le *cloisonnement* entre les différents

appareils d' Etat, la *séparation* des organisations de base du parti, qui ne peuvent généralement pas communiquer entre elles et n'ont de lien qu' avec les organes supérieurs.

Cette séparation et ce cloisonnement investissent les organes supérieurs d'un pouvoir considérable ; ils assurent la reproduction de rapports caractéristiques des appareils bourgeois, rapports marqués par l' existence de *l'hierarchie* et du *secret*.

Ils impliquent l'impossibilité pour les masses populaires de *nommer* et de *révoquer* les fonctionnaires. Ainsi, ces derniers peuvent ne pas être des serviteurs du peuple, car ils appartiennent à un réseau d' appareils qui dominent les masses populaires.

Ces rapports politiques ont une base économique : les rapports de production capitalistes non transformés, mais ils agissent, à leur tour, sur les conditions de la reproduction économique et sociale. Ils permettent que soit concentré entre quelques mains le *contrôle sur les moyens de production*.

A cet égard, la poursuite des transformations partielles du *procès de production immédiat*, imposées par la Révolution culturelle,

s' est heurtée à l'absence d'une transformation fondamentale du processus de reproduction. Pour l'essentiel (fixation du taux d'accumulation, répartition des investissements par secteurs, etc.), celui-ci a continué à se dérouler en dehors du contrôle des producteurs immédiats. Au mieux, ces derniers sont « consultés » sur tel ou tel aspect ponctuel des plans économiques.

La séparation des producteurs immédiats de leurs moyens de production n'a donc été que faiblement ébranlée, d'où la reproduction des rapports capitalistes et marchands.

La contrepartie économique des rapports politiques bourgeois est constituée aussi par les rapports de distribution inégalitaires. Il ne s'agit pas seulement ici des huit échelons de salaires, mais des quelque trente degrés que comporte la hiérarchie des traitements.

Il s'agit aussi des privilèges dont bénéficient les cadres du parti et de l'Etat, et qui croissent avec le niveau hiérarchique.

Ces privilèges concernent, notamment, la disposition d'une voiture de service, de logements plus spacieux et plus confortables, et même, à partir d'un certain niveau, de villas, l'accès à des magasins

spéciaux (pour les vêtements et certains objets de consommation durables : réfrigérateurs, radios, T. V., appareils photo, électrophones, etc.).

Au niveau des dirigeants centraux, ces privilèges peuvent s' étendre à la possession de plusieurs villas, à la libre disposition d' un avion pour des déplacements personnels, etc.. (L' existence de ces privilèges apparaît clairement dans le livre de Roxane Witke consacré à la biographie de Kiang Tsing (cf. R. WITKE, *Comrade Chiang Ching*, Little, Brown and Co, Boston, 1977).

Or il ne s' agit pas là de privilèges « personnels ». Tous les dirigeants de même rang en bénéficient. Aujourd' hui, la nouvelle direction voudrait faire croire que seuls les « quatre » jouissaient de ces privilèges. On sait très bien qu' il n' est rien, et que Teng Hsiao-ping n' hésite pas à faire venir en avion à Pékin des amis avec qui il veut jouer au bridge.)

Les privilèges des cadres ont été particulièrement dénoncés au cours de ces dix-huit derniers mois à l'occasion d' une campagne de *dazibao* qui ne s' est pas uniquement attaquée aux « quatre » comme le

souhaitaient les autorités. Les plus critiques de ces *dazibao* ont été vite arrachés. (Il est significatif que dans les discussions organisées au sein des différentes « unités » (usines, ateliers, établissements d'enseignement, etc.), qui portaient sur la « limitation du droit bourgeois » et l'application du principe « à chacun selon son travail », on ait abordé essentiellement le problème des huit échelons des salaires ouvriers, le problème des primes, etc., mais que la question des traitements élevés des fonctionnaires d'Etat (qui peuvent gagner plus de dix fois plus que le salaire d'un ouvrier débutant) ne semble — d'après les indications recueillies — jamais avoir fait l'objet d'un débat, même dans les années où les discussions ont été « les plus larges »)

Ils n'en ont pas moins contribué à faire connaître une réalité qui implique que les cadres des différents niveaux jouissent de privilèges « légaux » et vivent, chacun à leur degré de la hiérarchie, dans un *autre monde* que les masses populaires.

D'autre part, l'existence de ces privilèges « légaux » est la source de privilèges et d'avantages « illégaux », de tout ce qui peut être obtenu

(notamment par les cadres moyens) par la « porte de derrière », comme on dit en Chine : possibilité de se faire construire illégalement des villas, faveurs pour les enfants des cadres (pour les faire entrer à l' Université, pour obtenir des cadres locaux des villages où ils sont envoyés qu' ils ne soient pas affectés à des travaux trop pénibles, etc.).

Il est impossible d' évaluer l' ampleur de ces privilèges « illégaux » (qui sont une conséquence des privilèges « légaux ») mais, d' après les *dazibao* affichés ces derniers mois, ils sont relativement étendus, tout en étant à la fois combattus et tolérés par les appareils d' Etat qui sont censés devoir empêcher leur apparition. En effet, les membres de ces appareils bénéficient de ces mêmes privilèges ; ils ne les attaquent donc que de façon limitée.

Il faut ajouter enfin que l' existence de rapports politiques bourgeois et d' une forte centralisation favorise l' *autorecrutement des dirigeants politiques*, surtout lorsque, dans le fonctionnement de ce qui est censé être un « centralisme démocratique », le centralisme l' emporte largement sur la démocratie.

Cet autorecrutement se traduit, entre autres, par la *cooptation*

des membres du C. C. et du B. P. Elle conduit facilement à la formation de « *cliques* » et au *népotisme*.

Il faut reconnaître que la prédominance du centralisme sur la démocratie est liée (en ce qui concerne les formes d'organisation et des pratiques politiques) à l'*interdiction d'une pleine liberté d'expression au sein du P. C. C.* Il n'est pas inutile de rappeler que, dans le parti bolchevique, une telle interdiction n'est intervenue que relativement tard, par une interprétation unilatérale et abusive d'une résolution du X^e Congrès (1921) du parti.

En principe, *cette résolution ne devait pas empêcher la liberté d'expression d'opinions divergentes* (Cf. sur ce point Charles BETTELHEIM, *Les Luttes de classes en U.R.S.S. Première période, 1917-1923, Seuil-Maspero, 1974, p. 358 et s.*); de plus, elle avait été adoptée comme une *mesure temporaire*, que seules les circonstances du moment étaient censées justifier.

L'existence de rapports politiques bourgeois, doublés d'un système de privilèges, constitue en tout cas une des *bases* sur laquelle

se reproduisent des formes dégénérées et transformées de l' idéologie bolchevique (les formes de l' idéologibolchevique qui résultent de la transformation de cette idéologie au cours des années 1930 ont servi en Union soviétique à la défense de privilèges semblables) (sur la transformation de la formation idéologique bolchevique, voir *Les Luttes de classes en U. R. S. S. Deuxième période, 1924-1930*. Seuil-Maspero, 1977, p. 335 et s.). Je pense que cette existence explique — *en l' absence d' u mouvement de masse mettant ces rapports radicalement en cause* — que les critiques dirigées en Chine contre les « erreurs » de Staline *n' aient jamais pu être poussées jusqu' about et prendre une forme systématique.*

Ici, les questions posées plus haut surgissent à nouveau, mais sous une autre forme : *pourquoi n'a-t-on pas assisté à l' essord' un mouvement de masse mettant radicalement en cause le système des rapports politiques bourgeois et de la centralisation* (cela bien qu' à plusieurs reprises des critiques de ce système se soient largement développées au sein des masses) ?

On ne peut pas donner une réponse unique à cette question. Les éléments de réponse que je propose sont les suivants (mais ces éléments sont avancés sous une forme hypothétique et problématique).

Un premier élément d'explication réside dans la *fonction objective que le système existant remplit dans certaines limites*. Cette fonction consiste, fondamentalement, à assurer une *certaine forme d'unité à la reproduction des rapports sociaux*. Le système ne peut donc être réellement *détruit* que s'il est remplacé par une *autre forme d'unité*. On ne détruit vraiment que ce que l'on remplace.

Mais *cette autre forme d'unité peut être découverte que par le mouvement social lui-même*. Elle ne saurait être « inventée » par la théorie. L'*expérimentation sociale* combinée à la *critique théorique* est ici indispensable.

Les limitations imposées dans ce domaine à l'*expérimentation sociale de masse* ont fermé la voie à la découverte des formes d'unité qui pourraient assurer le rôle dominant des organisations de masse, tout en n'excluant pas qu'un parti renouvelé et transformé joue un

rôle idéologique dirigeant.

En second lieu, il faut noter que la crainte éprouvée par les masses elles-mêmes de voir s'effondrer la forme existante d'unité a contribué à bloquer une mise en cause radicale des rapports politiques existants. Ainsi, la *Commune de Changhaï* n'a pu être ni maintenue ni donnée en exemple.

Elle a été abandonnée sans que cela soulève une protestation de masse. Finalement, dans les faits, les comités révolutionnaires ont constitué, de plus en plus, une *forme transformée d'existence des rapports politiques bourgeois*, cela sous la pression de la lutte bourgeoise de classe, et grâce à la reproduction d'une série de *pratiques sociales*.

Il s'agit, en particulier, de *pratiques de direction* qui sont en contradiction avec le développement d'une véritable démocratie de masse. Cette dernière exige, en effet, que ne soit entravée ni la libre expression des opinions ni l'organisation multiforme des masses.

Or la diversité des formes d'intervention des travailleurs (grâce à la multiplicité des « organisations rebelles », dans les premiers temps

de la Révolution culturelle, à l' **a**ffichage de *dazibao* exprimant une grande diversité d' opinions, à la parution d' une presse des organisations rebelles non soumises à la censure) n' a été qu' éphémère. Les cadres du parti qui n' ont pas été l' objet de critiques et même ceux qui sont issus de la Révolution culturelle ont rapidement limité ces formes d' intervention.

Ils ont progressivement substitué aux porte-parole des différents courants existant au sein des masses des « représentants » de celles-ci ; ces « représentants » ont été peu à peu *maintenus en place et intégrés aux anciens appareils*. Ils se sont ainsi détachés de leur base, ont soumis celle-ci à des *pratiques répétitives* et ont bloqué l' initiative des travailleurs et l' expression de la critique.

De telles pratiques de direction s' **o**pposent à la marche en avant vers le socialisme, qui exige une *démocratie poussée jusqu' about*. Ces pratiques ont été consolidées par la crainte de voir se rompre l' **u**nité du procès de reproduction, alors que le surgissement de nouvelles formes d' unité semblait incertain.

Elles ont été consolidées aussi par l' **i**nsertion des cadres issus

de la Révolution culturelle dans un système de privilèges non remis fondamentalement en cause, système qu' une partie de ces cadres a essayé de préserver pour en bénéficier.

L'imposition de pratiques antidémocratiques est en contradiction avec la poursuite d' une ligne révolutionnaire réelle et avec une série de mots d' ordre de Mao Tsé-toung : « On a raison de se révolter contre les réactionnaires », « aller contre le courant est un principe du marxisme-léninisme ». De telles pratiques justifient les analyses de Mao Tsé-toung qui, dès 1964, rappelle que le P. C. C. pas plus qu' aucun autre parti n' est révolutionnaire « par essence », qu' un parti qui a été un parti révolutionnaire peut toujours se transformer en son contraire et devenir un parti contre-révolutionnaire et fasciste (cette idée est exprimée nettement en 1964, dans « Le Pseudo-communisme de Khrouchtchev et les Leçons historiques qu' il donne au monde » (cf. *Citations du président Mao Tsé-toung*, Pékin, 1966, p. 47)); d' où la nécessité pour le parti de maintenir son rôle dirigeant non par la contrainte mais par la lutte idéologique, en acceptant l' existence d' autres partis politiques.

Pour toutes ces raisons, la prédominance de pratiques antidémocratiques contredit les exigences de la poursuite de la révolution.

En définitive, on le sait, l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Entraver l'essor de l'activité des masses, c'est s'opposer à la continuation de la révolution.

Aussi, celle-ci ne peut pas se poursuivre lorsque des entraves sont mises à la libre organisation des travailleurs ; lorsque des tentatives sont faites pour *imposer* aux masses populaires et aux membres du parti une « pensée unifiée », que cela soit fait en persécutant et en réprimant ceux qui « pensent autrement » que les dirigeants ou en organisant des séances de discussions qui tournent à la répétition pure et simple de ce qui est, à tel ou tel moment, considéré comme « juste ».

La poursuite de la révolution devient aussi impossible lorsque des entraves sont mises à l'activité des masses en instaurant un monopole de l'information ou en déformant la vérité historique (car une telle déformation empêche les masses populaires de s'approprier

leur propre histoire, et donc d'agir en connaissance de cause sur le présent). A la longue, ces diverses entraves ne peuvent que conduire à des défaites dans la lutte pour le socialisme ; elles sont contraires aux exigences de l'émancipation des masses, au développement de l'expérimentation sociale et des connaissances scientifiques, à l'appropriation générale de ces connaissances et à une action politique fondée sur celles-ci.

Une ligne révolutionnaire qui ne respecte pas ces exigences (ou qui ne parvient pas à les faire respecter) n'est pas pleinement conséquente avec elle-même. Quels que soient les succès passagers qu'elle remporte, elle est finalement condamnée à subir une défaite. En Chine, cette défaite a pris la forme du coup d'Etat des partisans de la ligne révisionniste actuelle, avec sa démagogie « libérale » et ses promesses économiques trompeuses.

Le cours actuel et ses perspectives

Le cours actuel, en effet, est caractérisé non seulement par son

économisme et son productivisme mais aussi par sa démagogie « libérale ». Alors que la répression contre les masses et contre les révolutionnaires se poursuit sur une large échelle, il n' est question que de « Cent Fleurs » et même de « Mille Fleurs ».

Mais ces « fleurs » sont surtout destinées aux intellectuels, à condition qu' ils acceptent pour l' essentiel de répéter ce que dit le parti. On ne cesse, en effet, de dire et de redire que « l'obéissance à la direction du parti est nécessaire à la victoire du prolétariat » ; de la sorte est exclue par hypothèse l' idée (qui correspond à la réalité) que le parti puisse se tromper et même être aux mains d' une direction révisionniste.

Curieusement, la direction actuelle redonne un semblant de vie aux vieux partis momifiés (ainsi, le 27 décembre 1977, s'est tenue, pour la première fois depuis de longues années, une réunion élargie du comité national de la IV^e Conférence consultative politique du peuple chinois, conférence à laquelle ont participé les « partis démocratiques » (cf. *P. I.*, n° 1 de 1978, p. 3) qui ne représentent plus

rien car ils ne recrutent plus et ne peuvent plus recruter.

Il s'agit de faire semblant de tenir compte de ce que Mao Tsé-toung a dit de la nécessité d'un contrôle mutuel de partis. Il s'agit aussi, et surtout, de donner des assurances aux anciens intellectuels et à l'ancienne bourgeoisie que ces partis sont censés représenter.

Pendant que la nouvelle direction du P. C. C. essaie de se concilier ainsi les intellectuels et l'ancienne bourgeoisie, elle durcit la discipline du travail dans les usines et les communes populaires et elle limite pratiquement l'accès à l'enseignement supérieur des enfants des ouvriers et des paysans.

Tout cela se fait au nom de la « croissance économique » dont on laisse espérer aux travailleurs qu'ils recueilleront bientôt les fruits. Cependant, la ligne politique actuelle appelle à une augmentation très rapide du volume des moyens de production « modernes » et des armes « sophistiquées », ce qui exige un énorme effort d'accumulation.

Aussi, mises à part quelques miettes, les principaux « fruits » que les travailleurs recueilleront seront une intensification du travail,

et l' imposition d' une soumission accrue aux ordres des cadres, des techniciens et des spécialistes, c' est-à-dire renforcement de la dictature de la bourgeoisie d' Etat.

La véritable nature de classe de la direction actuelle du P. C. C. se manifeste aussi dans sa politique internationale. Dans ce domaine, les conséquences de la « théorie des trois mondes », telle qu' elle a été développée par Teng Hsiao-ping depuis plusieurs années, sont poussées de plus en plus loin.

[La conception de la « théorie des trois mondes » est ici en cause. Ouvrir la discussion sur cette question exigerait beaucoup de place. Il faut toutefois souligner que cette « théorie » n' a aucune base scientifique. Elle ne correspond à aucune réalité.

Elle suppose, de façon erronée, qu' entre le « deuxième » et le « troisième » mondes l' unité puisse l' emporter sur la contradiction, ce qui va à l' encontre de tout ce qu' enseigne l' histoire passée et présente.

Celle-ci révèle la profondeur des conflits qui opposent nombre de pays du « deuxième » et du « troisième » mondes (et aussi l' acuité des conflits qui opposent entre eux certains pays du « troisième »

monde). L'histoire et l'actualité révèlent également l'ampleur des rapports de dépendance de la plupart des gouvernements de ces « mondes » à l'égard de l'une ou l'autre des deux superpuissances.

Comme je l'ai déjà souligné, l'argument d'autorité de ceux qui affirment que cette théorie est due à Mao Tsé-toung ne saurait donner une valeur scientifique à une théorie qui escamote les contradictions de classes, et ne parle que des contradictions entre pays. Cet argument ne semble d'ailleurs même pas fondé : il n'existe aucun texte de Mao Tsé-toung à ce sujet. La première proclamation officielle de cette « théorie » apparaît dans l'intervention faite par Teng Hsiao-ping à l'O.N.U.]

C'est le cas, notamment, de l'appui donné aux interventions de l'impérialisme français en Afrique et du soutien apporté aux régimes les plus réactionnaires : à Mobutu, à Bokassa et à Amin Dada en Afrique, à Pinochet en Amérique latine (Le 21 octobre 1977, l'ambassadeur de la R. P. de Chine au Chili déclarait que son impression sur le Chili et « *sur son chef d'Etat est excellente* » {*El Mercurio* du 21-10-1977 et *La Tercera* du même jour})

La signification de classe de ce soutien est d' tant plus grande que celui-ci se tourne contre les intérêts mêmes de la Chine comme nation. Il est en effet ressenti par les peuples comme une manifestation de mépris à l' égard de leurs aspirations démocratiques et nationales, et il contribue à accroître le prestige du social-impérialisme qui, dans l'ensemble, manoeuvre plus habilement (tout en intervenant — aux côtés du colonialisme éthiopien — contre les luttes de libération nationale des Somaliés de l' Ogaden et du peuple érythréen).

Pour se convaincre des effets négatifs pour la Chine de sa politique extérieure, il suffit de parler avec des *travailleurs du tiers monde*, aux yeux desquels le prestige de la Chine est aujourd' hui au plus bas.

Il faut encore souligner que la politique internationale actuelle trouve son prolongement dans un *commerce extérieur* qui tend à intégrer davantage la Chine au marché mondial, ce qui fera de plus en plus dépendre l' ampleur du développement des forces productives en Chine des fluctuations de ce marché. Ainsi, aux facteurs de crise que

comporte une *accélération brutale* des rythmes d'accumulation viennent s' en ajouter d' autres, d' origine extérieure.

La nouvelle direction du P. C. C. est historiquement condamnée. Elle ne peut, à la longue, qu' essayer des défaites, comme le montre toute l' histoire du révisionnisme. Elle sera donc contrainte à révéler de plus en plus son véritable visage. Celui-ci apparaîtra aussi à ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas le reconnaître aujourd' hui. A vrai dire, cette direction est assise sur un volcan. Même si elle croit à ses propres promesses, celles-ci ne peuvent qu' être démenties par les faits.

Certes, pendant quelques années la production peut progresser, surtout dans les domaines industriels prioritaires, mais, en définitive, les contradictions entre industrie et agriculture, entre ville et campagne, entre travail manuel et travail intellectuel, entre accumulation et consommation iront en s' aggravant, car la voie dans laquelle la direction actuelle du P. C. C. engage la Chine est la voie capitaliste.

Le peuple chinois croit peut-être aujourd' hui dans sa majorité

que le P. C. C. continue à le mener sur la voie socialiste et que les promesses qui lui sont faites seront tenues. Cela — combiné aux erreurs des « quatre » et à la lassitude à l'égard des mesures de contrainte — explique qu'une partie des masses populaires aient accueilli soit avec soulagement, soit — pour certains — avec un relatif enthousiasme la direction actuelle.

Cependant, les choses changeront lorsque se manifestera le caractère mensonger des promesses faites. A ce moment, le peuple chinois qui a mené de longues luttes victorieuses pour le socialisme, qui est passé par l'expérience de la Révolution culturelle, qui a vu dans la pratique les résultats politiques et économiques positifs de cette révolution, qui a appris à défier les autorités, ce peuple riche d'expérience reprendra sa marche en avant.

On ne peut prévoir quand et comment cela se produira. En attendant, bien des péripéties sont possibles, y compris de nouvelles divisions au sein de la direction du P. C. C, où un conflit semble de plus en plus mûrir entre la ligne révisionniste classique de Teng Hsiao-ping et la ligne de Houa Kouo-feng qui semble vouloir

sauvegarder, en apparence, quelques éléments de la Révolution culturelle.

Cependant, ces péripéties ne peuvent être que secondaires. C'est le peuple chinois qui tranchera, et il aura à ses côtés les éléments sains du P. C. C.

Dans la situation d'aujourd'hui, les amis étrangers de la Chine ont plus que jamais pour devoir d'être au côté du peuple chinois. Sans s'immiscer dans ses affaires, ils ne doivent surtout rien faire qui puisse accroître le prestige de dirigeants qui entraînent la Chine sur une voie conduisant à des catastrophes. De plus, face à la désillusion de ceux qui, dans le reste du monde, voient la Révolution culturelle reniée, sans toujours comprendre pourquoi, et qui en viendraient à désespérer du socialisme, il leur faut essayer d'expliquer comment et pourquoi une ligne révisionniste a momentanément triomphé.

Une telle explication est d'autant plus nécessaire qu'elle doit permettre de faire apparaître la racine des erreurs commises par les partisans de la ligne de Mao Tsé-toung, erreurs qui ont conduit à la défaite.

Cette connaissance est indispensable à tous ceux qui veulent lutter pour le socialisme, afin de limiter les risques de voir se reproduire les mêmes erreurs, dans leur propre pays ou ailleurs.

Cette tâche d'explication est longue et complexe. J' ai essayé de l' amorcer dans la dernière partie de cette lettre, mais je suis pleinement conscient que ce n' est là (au mieux) que le premier pas d' une longue réflexion, à laquelle beaucoup devront participer pour qu' elle aboutisse. En tout cas, je vous remercie, cher Neil Burton, de m' avoir incité, par votre lettre, à vous répondre et, ainsi, à mettre par écrit les quelques éléments que je présente dans ce texte.